

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1414

4 juin 2015

### SOMMAIRE

Affinia Luxembourg Finance S.à r.l. ....	67835	Financière le Rachinel S.à r.l. ....	67827
Anglo African Exploration Holdings ....	67833	Finest International S.A. ....	67830
Anglo Peru Investments ....	67872	Fonds Général Stratégique ....	67829
Arge S.A. ....	67830	Food Delivery Holding 11 S.à r.l. ....	67830
Ashmore SICAV 3 ....	67844	FSTC S.à r.l. ....	67831
Brean Murray Carret Luxembourg S.à r.l. ..	67831	GSVR S.A. ....	67831
Bureau d'Etude de Systèmes de Sécurité Elec- troniques-Recherche et Développement ....	67872	Hostellerie Bon Accueil ....	67826
CLCC S.A. ....	67831	Intermeat Products S.A. ....	67826
Coditel Management S.à r.l. ....	67832	International Campus Student Housing Finan- ce S.à r.l. ....	67827
Cofemel Luxembourg ....	67838	Kamjib Inter Services ....	67827
Continuous ....	67847	Kinetic Partners (Luxembourg) Management Company S.à r.l. ....	67826
Corallia ....	67832	Kinetic Partners (Luxembourg) S.à r.l. ....	67826
COSMO Pharmaceuticals S.A. ....	67832	Luc Weber Architecte S.à r.l. ....	67833
Crèche La Petite Sirène S.à.r.l. ....	67832	MBH Investment S.à r.l. ....	67864
Delphi Property Investment S.A. ....	67833	Memmingen, Königsgraben 3 Immobilien S.à r.l. ....	67833
Dirofin ....	67872	MGD-Participations S.A. ....	67834
Emrie S.à r.l. ....	67829	Minorca Investment S.A., SPF ....	67826
Endherma S.A., SPF ....	67828	QureInvest ....	67830
Ethique ....	67828	Starlife S.A. ....	67826
ETS-Eurotechnap Sàrl ....	67827	UBI Banca International S.A. ....	67827
Europiscine S.A. ....	67828		
FCM Alpha Lux S.A. ....	67828		

**Starlife S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 57.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015053990/9.  
(150061599) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

---

**Hostellerie Bon Accueil, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6464 Echternach, 3-5, rue des Merciers.  
R.C.S. Luxembourg B 96.100.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015054911/10.

(150062743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2015.

---

**KPLMC, Kinetic Partners (Luxembourg) Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. KPL, Kinetic Partners (Luxembourg) S.à r.l.).**

**Capital social: EUR 1.000.000,00.**

Siège social: L-1461 Luxembourg, 65, rue d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 112.519.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 avril 2015.

Référence de publication: 2015054964/10.

(150062767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2015.

---

**Intermeat Products S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3402 Dudelange, 2, rue Jean Jaurès.  
R.C.S. Luxembourg B 101.442.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Dudelange, le 13/04/2015.

*Pour INTERMEAT PRODUCTS SA*

Référence de publication: 2015054936/11.

(150063042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2015.

---

**Minorca Investment S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 150.789.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 17 Mars 2015*

- En date du 17 Mars 2015, la Société a désigné la société SGG S.A. inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B-65906, ayant son siège social au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg comme dépositaire au sens de l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014 relative au dépôt obligatoire et à l'immobilisation des actions et des parts au porteur.

Fait à Luxembourg, le 17 Mars 2015.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015055040/14.

(150063044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2015.

---

**Kamjib Inter Services, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 19.455.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015054967/9.  
(150063208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2015.

**UBI Banca International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 61.018.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015054037/9.  
(150061393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2015.

**Financière le Rachinel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 241, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 121.097.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 avril 2015.  
Référence de publication: 2015055774/10.  
(150063720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

**International Campus Student Housing Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 180.562.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
*Pour International Campus Student Housing Finance S.à r.l.*  
*Un mandataire*  
Référence de publication: 2015054325/11.  
(150062073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

**ETS-Eurotechnap Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**  
Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 147.380.

*Extrait de la décision du gérant unique du 16 mars 2015*

Le gérant unique décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg vers le 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, avec effet immédiat.  
Luxembourg, le 16 mars 2015.  
Pour mandat  
Signatures  
*L'agent domiciliataire*  
Référence de publication: 2015055751/15.  
(150063462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

**Ethique, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5540 Remich, 33, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 191.470.

—  
*Procès-verbal de la résolution écrite prise par l'associé unique en date du 24 octobre 2014*

Contrairement à la 4<sup>ème</sup> résolution adoptée le 24 octobre 2014 lors de la constitution de la société, le siège social n'est pas situé à L-5550 Remich, 33, rue de la Gare mais bien au L-5540 Remich, 33, rue de la Gare.

Luxembourg, le 24 octobre 2014.

*Pour la société*

N. Schmitt

*Gérant unique*

Référence de publication: 2015055750/14.

(150063550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

**FCM Alpha Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 167.717.

—  
En date du 23 mars 2015 et avec effet immédiat, Emilie Morette, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société FCM Alpha Lux S.A., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B167717.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2015.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l.

*Mandaté par le démissionnaire*

Référence de publication: 2015055769/15.

(150063788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

**Europiscine S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9905 Troisvierges, 3, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 93.962.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle réunie en date du 23 décembre 2013*

Il est porté à la connaissance des tiers qu'une erreur matérielle s'est glissée dans la deuxième résolution de l'extrait de résolutions de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 23 décembre 2013.

Il fallait lire que:

«L'Assemblée constatant que le mandat de commissaire aux comptes est arrivé à échéance, elle décide de nommer un nouveau commissaire aux comptes à savoir, la société CEFAC SPRL, ayant son siège social à B-4671 Barchon, 8, Rue Lieutenant Jungling, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro BE0426.702.703.

Le mandat de commissaire aux comptes, la société CEFAC SPRL, susvisée, est d'une durée de six années, et est donc valable jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31/12/2018, à tenir en 2019».

Au lieu de lire:

«L'Assemblée constatant que le mandat de commissaire aux comptes est arrivé à échéance, décide de renouveler le mandat de la société Fiduciaire THUNUS SPRL, ayant son siège social à B-4790 Stavelot, 8B, Près Messire, comme commissaire aux comptes de la société.

Le mandat de commissaire aux comptes, la société Fiduciaire THUNUS SPRL, susvisée, est d'une durée de six années, et est donc valable jusqu'à l'assemblée statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31/12/2018, à tenir en 2019».

Cet extrait remplace la 1<sup>ère</sup> version de l'extrait du 23/12/2013, portant le numéro de dépôt L140065606 déposé en date du 23/04/2014.

Troisvierges, le 23 décembre 2013.

Référence de publication: 2015055756/25.

(150063970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

**Emrie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4280 Esch-sur-Alzette, 1, rue Portland.

R.C.S. Luxembourg B 154.737.

—  
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue ce jour au siège de la société que Monsieur Philippe DUPONT né le 10 avril 1964 à Thionville (France) et demeurant 7 rue des Bardeaux à F-67500 Haguenau (France) a cédé ses 10 parts sociales à Madame pascale SCHEUER née le 17 janvier 1968 à Bettwiller (France) et demeurant 7 rue des Bardeaux à F-67500 Haguenau (France), il résulte de cette même assemblée que Madame pascale SCHEUER née le 17 janvier 1968 à Bettwiller (France) et demeurant 7 rue des Bardeaux à F-67500 Haguenau (France), a été nommé gérant pour une durée indéterminée en remplacement de Monsieur Philippe DUPONT né le 10 avril 1964 à Thionville (France) et demeurant 7 rue des Bardeaux à F-67500 Haguenau (France) révoqué ce jour de son mandat.

Bettembourg, le 4 janvier 2014.

*Pour la gérance*

Référence de publication: 2015055746/17.

(150063360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---

**Endherma S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 52.761.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 20 mars 2015 à 10.00 heures à Luxembourg*

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat des Administrateurs, Monsieur Koen LOZIE, Monsieur J-C THOUAND et la société JALYNE S.A., 44, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques BONNIER, 44, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg.

- Leur mandat viendra à échéance à la prochaine assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2015.

- L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer au poste de Commissaire aux Comptes la société THE CLOVER.

- Le mandat du Commissaire aux Comptes viendra à échéance à la prochaine assemblée générale approuvant les comptes au 31 décembre 2015.

Pour copie conforme

Signature

*Administrateur*

Référence de publication: 2015055747/18.

(150063839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---

**Fonds Général Stratégique, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 41.629.

—  
*Extrait des résolutions prises à l'assemblée générale statutaire du 14 avril 2015*

- Messieurs Nicholas DENAT, résidant professionnellement au 4, Rue du Vieux-Collège, Serge D'ORAZIO, résidant professionnellement au 43 boulevard Royal, L-2955 Luxembourg et Eric MELIS, résidant professionnellement au 4 rue du Vieux-Collège, CH-1204 Genève sont réélus en qualité d'administrateur pour un nouveau mandat se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2016.

- Le mandat d'administrateur de Mr Bernard JACQUEMIN, résidant professionnellement au 43 boulevard Royal, L-2955 Luxembourg n'a pas été renouvelé

- ERNST & YOUNG, 7 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, est réélu en qualité de réviseur d'entreprises pour un nouveau terme se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2016.

Extrait certifié sincère et conforme

*Pour FONDS GENERAL STRATEGIQUE*

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015055780/19.

(150063698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---

**Arge S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 28.959.

Les comptes annuels au 30 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015054145/9.

(150062095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

---

**QureInvest, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 154.066.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2014.

Sanne Group (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2015054473/11.

(150062279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

---

**Finest International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 163.127.

*Extrait des résolutions prises en date du 9 avril 2015*

Il a été convenu comme suit:

De transférer le siège de la société FINEST INTERNATIONAL S.A. de son adresse actuelle 20, rue de la Poste L 2346 Luxembourg au 2-8, Avenue Charles De Gaulle L-1653 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 9 avril 2015.

Référence de publication: 2015055776/13.

(150063810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---

**Food Delivery Holding 11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 192.197.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 9 avril 2015*

En date du 9 avril 2015, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Philipp LEDERER, né le 5 avril 1971 à Frankfurt, Allemagne, résidant professionnellement à l'adresse suivante: Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Allemagne, en tant que nouveau gérant de catégorie A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Ralf WENZEL, gérant de catégorie A
- Monsieur Philipp LEDERER, gérant de catégorie A
- Monsieur Ulrich BINNINGER, gérant de catégorie B
- Monsieur Julien DE MAYER, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2015.

Food Delivery Holding 11. S.à r.l.

Référence de publication: 2015055765/21.

(150063354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---

**Brean Murray Carret Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.065.012.500,00.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 115.346.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015054164/9.  
(150062041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

---

**FSTC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6975 Rameldange, 18, Am Bounert.  
R.C.S. Luxembourg B 132.380.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 avril 2015.  
*Pour compte de FSTC Sàrl*  
Fiduplan S.A.  
Référence de publication: 2015055782/12.  
(150063487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---

**CLCC S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.  
R.C.S. Luxembourg B 148.949.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 avril 2015*

Messieurs Freddy Bracke, Jozef Adriaens et Michel Jadot sont renommés administrateurs. Madame Nicole Baeyens est renommée commissaire aux comptes.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viendront à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2016.

Monsieur Michel Jadot, Administrateur, a comme nouvelle adresse: 16, rue Notre Dame L-2240 Luxembourg.

CERTIFIÉ CONFORME

Michel Jadot / Jozef Adriaens

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2015055686/16.

(150063831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---

**GSVR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 170.899.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 16 février 2015 que  
CF Corporate Services  
2, avenue Charles de Gaulle  
L-1653 Luxembourg  
R.C.S. Luxembourg B 165872  
a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société GSVR S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Référence de publication: 2015060155/17.

(150063502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---



**Coditel Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015054186/9.

(150062357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

---

**Crèche La Petite Sirène S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1321 Luxembourg, 115, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 76.294.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015054195/9.

(150062188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

---

**COSMO Pharmaceuticals S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 194.800.

*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 18 mars 2015*

En date du 18 mars 2015, le conseil d'administration de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Alessandro DELLA CHÀ, né le 25 novembre 1963, à Milan, Italie, résidant professionnellement à l'adresse suivante: 37C, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant qu'administrateur délégué de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Pouvoir de signature individuel.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2015.

COSMO Pharmaceuticals S.A.

Signature

Référence de publication: 2015055699/17.

(150063507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---

**Corallia, Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 74.850.

*Extrait rectificatif de l'extrait enregistré sous le n° L150040186 et déposé au R.C.S. Luxembourg le 03/03/2015*

*Extrait du procès-verbal du conseil d'administration tenu en date du 10 février 2015*

Suivant les dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, et en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, les membres du conseil d'administration de la Société, délibérant valablement, nomment la société TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., société anonyme ayant son siège social au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.86.995 et membre de l'Ordre des Experts Comptables de Luxembourg, en qualité de dépositaire des actions au porteur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

CORALLIA

Référence de publication: 2015055698/19.

(150064094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---



**Delphi Property Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 61.943.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2015054235/9.  
(150062116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

**Anglo African Exploration Holdings, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.  
R.C.S. Luxembourg B 184.015.

Le bilan consolidé de la société Anglo American plc au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 mars 2015.  
Référence de publication: 2015054624/11.  
(150063127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2015.

**Luc Weber Architecte S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-8705 Useldange, 14, rue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 151.738.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
*Pour Luc Weber Architecte S.à r.l.*  
Société à responsabilité limitée  
FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA  
Référence de publication: 2015054982/12.  
(150062845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2015.

**Memmingen, Königsgraben 3 Immobilien S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**  
Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 173.730.

*Auszug aus dem schriftlichen Gesellschafterbeschluss der Gesellschaft vom 08. April 2015*

Aufgrund eines Gesellschafterbeschlusses der Gesellschaft vom 08. April 2015 haben sich mit Wirkung zum 08. April 2015 folgende Änderungen in der Teilhaberstruktur der Gesellschaft ergeben:

- Kaufhaus Immobilien Holding A S.à r.l., eine société responsabilité limitée, gegründet nach luxemburgischen Recht mit Sitz 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg (Registre des Commerces et des Sociétés) unter der Nummer B 172.676 hält nunmehr an der Gesellschaft:

0 Anteile.

- Kaufhaus Immobilien Holding B S.à r.l., eine société responsabilité limitée, gegründet nach luxemburgischen Recht mit Sitz 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg (Registre des Commerces et des Sociétés) unter der Nummer B 172.683 hält nunmehr an der Gesellschaft:

638 Anteile.

- Tivolino Anstalt, eine Anstalt gegründet nach liechtensteinischem Recht mit Sitz in Äulestraße 5, 9490 Vaduz, Liechtenstein, eingetragen im Amt für Justiz unter der Nummer FL-0002.488.173.6 hält nunmehr an der Gesellschaft:

11.862 Anteile.

Référence de publication: 2015055848/22.

(150063729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

**MGD-Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9638 Pommerloch, 5, An der Gaass.

R.C.S. Luxembourg B 134.451.

L'an deux mille quinze, le trois avril.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «MGD-Participations S.A.», ayant son siège social à L-9638 Pommerloch, 5, an der Gaass, et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134451, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, alors de résidence à Rambrouch, le 30 novembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 115 du 16 janvier 2008, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné le 13 septembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2783 du 7 novembre 2013.

L'assemblée est présidée par Madame Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa Nezar, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Nadine Majerus, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le bureau de l'assemblée, les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et le notaire soussigné. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les 100 (cent) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Conversion en actions nominatives des actions au porteur de la Société ainsi qu'annulation de la totalité des certificats représentatifs des actions au porteur et création d'un registre des actions nominatives;

2. Modification afférente de l'article 6 des statuts;

3. Pouvoir au conseil d'administration pour l'accomplissement des formalités en relation avec le point 1.;

4. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée générale extraordinaire, après délibération, l'assemblée générale extraordinaire prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de convertir en actions nominatives, les cent (100) actions au porteur de la Société représentant la totalité des actions au porteur émises par la Société.

*Deuxième résolution*

Suite à ce qui précède, l'assemblée générale décide de modifier en conséquence l'article 6 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. Actions.** Toutes les actions sont et resteront nominatives. Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires par action, la Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.»

*Troisième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de donner tout pouvoir au conseil d'administration pour procéder:

- à l'annulation de la totalité des certificats représentatifs des actions au porteur de la Société.

- à la création d'un registre des actions nominatives qui sera tenu au siège social de la Société.

Ledit registre sera établi selon les dispositions de l'article 39 de la loi du 10 août 1915.

67835

*Frais*

Les frais, dépens, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison du présent acte sont évalués approximativement à mille cent euros (EUR 1.100.-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Drauth, Nezar, Majerus, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 8 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10961. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

*Le Receveur* (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 13 avril 2015.

Référence de publication: 2015055857/68.

(150063526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---

**Affinia Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 151.703.946,00.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 161.119.

—  
In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of March.

Before us Maitre Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1. Wix-Filtron Sp.Zo.o., a private company with limited liability incorporated under the laws of Poland, having its registered office at Wrocławskiej 145, 63-800 Gostyń, Poland, registered with the entrepreneurs' register under number KRS 000049910 by the District Court Poznań-Nowe Miasto i Wilda in Poznań, IX Economy Department of the National Court Register,

2. Affinia Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company, incorporated under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office address at 124, Boulevard de la Petrusse, L-2330 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés);

Both here represented by Mrs Alexandra FUENTES, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of two proxies given on the 19<sup>th</sup> March 2015 and 20<sup>th</sup> March 2015.

I. The said proxies shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. Wix-Filtron Sp.Zo.o. and Affinia Luxembourg S.a r.l., prequalified, declare that they are the shareholders (the "Shareholders") of Affinia Luxembourg Finance S.a r.l., a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 124, Boulevard de la Petrusse, L-2330 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 161119, incorporated by a notarial deed on the twentieth third day of May, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1828, on the 10<sup>th</sup> day of August, 2011. The articles of incorporation were amended for the last time by a notarial deed on December 29<sup>th</sup>, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on the 23<sup>rd</sup> March 2015 under the number 790.

*Agenda*

1. To increase the Company's share capital by an amount of nine million nine hundred and fifteen thousand Dollars of the United States of America (USD 9,915,000.-) so as to raise it from its current amount of one hundred forty one million seven hundred eighty eight thousand nine hundred and forty six Dollars of the United States of America (USD 141,788,946.-), divided into one hundred forty one million seven hundred eighty eight thousand nine hundred and forty six (141,788,946) shares with a nominal value of one Dollar of the United States of America (USD 1.-) each to an amount of one hundred fifty one million seven hundred three thousand nine hundred and forty six Dollars of the United States of America (USD 151,703,946.-), divided into one hundred fifty one million seven hundred three thousand nine hundred and forty six (151,703,946) shares with a par value of one Dollar of the United States of America (USD 1.-) each, by the issue of nine million nine hundred and fifteen thousand (9,915,000) new shares with a par value of one Dollar of the United States of America (USD 1.-) each having the same rights and privileges as those attached to the existing shares.

2. To accept the subscription of nine million nine hundred and fifteen thousand (9,915,000) shares with a nominal value of one Dollar of the United States of America (USD 1.-) each fully paid, by Wix-Filtron Sp.Zo.o., the full payment of these

shares by means of a contribution in cash in an amount of nine million nine hundred and fifteen thousand Dollars of the United States of America (USD 9,915,000.-).

3. To amend article 5 paragraph 1 of the Company's Articles of Association.

4. Miscellaneous.

The appearing party, duly represented, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

*First resolution*

The Shareholders resolve to increase the Company's share capital by an amount of nine million nine hundred and fifteen thousand Dollars of the United States of America (USD 9,915,000.-) so as to raise it from its current amount of one hundred forty-one million seven hundred eighty eight thousand nine hundred and forty-six Dollars of the United States of America (USD 141,788,946.-), divided into one hundred forty one million seven hundred eighty eight thousand nine hundred and forty six (141,788,946) shares with a nominal value of one Dollar of the United States of America (USD 1.-) each to an amount of one hundred fifty-one million seven hundred three thousand nine hundred and forty-six Dollars of the United States of America (USD 151,703,946.-), divided into one hundred fifty-one million seven hundred three thousand nine hundred and forty-six (151,703,946) shares with a par value of one Dollar of the United States of America (USD 1.-) each, by the issue of nine million nine hundred and fifteen thousand (9,915,000) new shares with a par value of one Dollar of the United States of America (USD 1.-) each having the same rights and privileges as those attached to the existing shares.

*Subscription / Payment*

Thereupon intervenes Mrs Alexandra FUENTES, prenamed, acting in her capacity as duly authorized attorney appointed by Wix-Filtron Sp.Z.o.o. and Affinia Luxembourg S.a r.l., prenamed, by virtue of the aforementioned proxies.

The person appearing declared to subscribe to nine million nine hundred and fifteen thousand (9,915,000) shares, and to make payment in full for all such new shares by means of a contribution in cash of nine million nine hundred and fifteen thousand Dollars of the United States of America (USD 9,915,000.-).

Proof of the payment in cash has been given to the undersigned notary.

*Second resolution*

The Shareholders resolve to amend article 5, first paragraph of the Company's Articles of Incorporation, which shall forthwith read as follows:

**Art. 5. Share Capital. (Paragraph 1).**

“ **Art. 5. Share Capital.** The share capital of the Company is set at one hundred fifty-one million seven hundred three thousand nine hundred and forty-six Dollars of the United States of America (USD 151,703,946.-) divided into one hundred fifty-one million seven hundred three thousand nine hundred and forty-six (151,703,946) shares with a par value of one Dollar of the United States of America (USD 1.-) each”.

*Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately four thousand eight hundred euros (EUR 4.800,-).

The amount of USD 9,915,000.- (nine million nine hundred fifteen thousand United States Dollars) corresponds to the amount of EUR 8,982,420.28 (eight million nine hundred eighty-two thousand four hundred twenty and twenty-eight euro cents) according to the exchange rate published on XE.COM on 25<sup>th</sup> March 2015.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons' proxy holder, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons' proxy holder and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons' proxy holder, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq mars.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

1. Wix-Filtron Sp.Z.o.o., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois Polonaises, ayant son siège social à Wroclawskiej 145, 63-800 Gostyń, Poland, enregistrée au Registre des entrepreneurs sous le numéro KRS 0000049910 par la Cour du District de Poznan-Nowe Miasto i Wilda à Poznan, IX Département Economique du Registre de la Cour Nationale,

2. Affinia Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, and enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés;

Tous deux ici représentée par Mme Alexandra FUENTES, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations données le 19 mars 2015 et 20 mars 2015.

I. Lesdites procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises aux fins d'enregistrement.

II. Wix-Filtron Sp.Z.o.o. et Affinia Luxembourg S.à r.l., préqualifié, déclarent qu'ils sont les associés (Les Associés) de Affinia Luxembourg Finance S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée d'après les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 124, Boulevard de la Petrusse, Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg), enregistrée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.119, constituée par acte notarié du 23 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1828 du 10 août 2011. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié du 29 décembre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 790 du 23 mars 2015.

#### *Ordre du jour*

1. Augmentation du capital social de la Société de neuf millions neuf cent quinze mille dollars américains (USD 9.915.000.-) pour le porter de son montant actuel de cent quarante et un millions sept cent quatre-vingt-huit mille neuf cent quarante-six dollars américains (USD 141.788.946.-) représenté par cent quarante et un millions sept cent quatre-vingt-huit mille neuf cent quarante-six (141.788.946) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1.-) chacune à un montant de cent cinquante et un millions sept cent trois mille neuf cent quarante-six dollars américains (USD 151.703.946.-), divisé en cent cinquante et un millions sept cent trois mille neuf cent quarante-six (151.703.946) actions d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1.-) chacune, par l'émission de neuf millions neuf cent quinze mille (9.915.000) de nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1.-) chacune et ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

2. Acceptation de la souscription de neuf millions neuf cent quinze mille (9.915.000) de nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1.-) chacune par Wix-Filtron Sp.Z.o.o., le paiement intégral de ces parts sociales par un apport en espèces d'un montant de neuf millions neuf cent quinze mille de dollars américains (USD 9.915.000.-).

3. Modification de l'article 5 paragraphe 1 des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions précédentes.

4. Divers.

La partie comparante, préqualifiée, a requis le notaire soussigné de documenter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société de neuf millions neuf cent quinze mille dollars américains (USD 9.915.000.-) pour le porter de son montant actuel de cent quarante et un millions sept cent quatre-vingt-huit mille neuf cent quarante-six dollars américains (USD 141.788.946.-) représenté par cent quarante et un millions sept cent quatre-vingt-huit mille neuf cent quarante-six (141.788.946) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1.-) chacune à un montant de cent cinquante et un millions sept cent trois mille neuf cent quarante-six dollars américains (USD 151.703.946.-), divisé en cent cinquante et un millions sept cent trois mille neuf cent quarante-six (151.703.946) actions d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1.-) chacune, par l'émission de neuf millions neuf cent quinze mille (9.915.000) de nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1.-) chacune et ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes, et d'accepter la souscription suivante:

#### *Souscription / Paiement*

Ensuite, a comparu Mme Alexandra FUENTES, prénommée, agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisée de Wix-Filtron Sp.Z.o.o. et Affinia Luxembourg S.à r.l., préqualifiées, en vertu des procurations prémentionnées.

La comparante déclare souscrire à neuf millions neuf cent quinze mille (9.915.000) de nouvelles parts et de libérer intégralement ces nouvelles parts sociales par un apport en espèces d'un montant de neuf millions neuf cent quinze mille de dollars américains (USD 9.915.000.-).

La preuve du paiement en espèce a été donnée au notaire instrumentant.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5, paragraphe premier des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

#### **Art. 5. Capital Social. (Paragraphe 1).**

« **Art. 5. Capital Social.** Le capital social émis de la société est fixé à cent cinquante et un millions sept cent trois mille neuf cent quarante-six dollars américains (USD 151.703.946.-) représenté cent cinquante et un millions sept cent trois mille neuf cent quarante-six (151.703.946) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1.-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées».

*Evaluation des frais*

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à quatre mille huit cents euros (EUR 4.800,-).

Le montant de USD 9.915.000.- (neuf millions neuf cent quinze mille dollars Américains) correspond à la somme de EUR 8.982.420,28 (huit millions neuf cent quatre-vingt-deux mille quatre cent vingt et vingt-huit euros cent) conformément au taux de change publié sur XE.COM en date du 25 mars 2015.

*Déclaration*

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du mandataire des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Le présent acte notarié a été rédigé au Luxembourg, à la date mentionné au début du présent document.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. Fuentes et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 1 avril 2015. Relation: 2LAC/2015/7174. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

*Le Receveur* (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Référence de publication: 2015055545/170.

(150063957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

**Cofemel Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 196.057.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the first day of April,

Before Maître Cosita Delvaux, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

VNC Capital, SGPS, S.A., a company incorporated under the laws of Portugal, with identification number 508 740 002, with registered office at Rua da Mabor, n.º 104, 4760-813, Lousado, Portugal, and having a share capital of EUR 50,000.-, duly represented by:

Maître Katia Bartholomé, lawyer, residing professionally in L-2763 Luxembourg, 31-33, rue Ste Zithe, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

**Art. 1. Form.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the "Company"), and in particular the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by the articles of association of the Company (hereafter the "Articles").

**Art. 2. Corporate object.** The main purpose of the Company is to run one or more wholesale and/or retailing clothes and textile shops and all accessories of the branch in the widest sense.

Furthermore, the Company may acquire participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, and ensure the control, the management, as well as the development of these participations.

It may acquire any securities or rights by way of share participations, subscriptions, negotiations or in any manner, participate in the establishment, development and control of any companies or enterprises and render them any assistance.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer, and may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings to its subsidiaries and affiliated companies



The Company may generally carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which directly or indirectly favour or relate to its corporate object.

**Art. 3. Duration.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4. Name.** The Company will have the name "Cofemel Luxembourg".

**Art. 5. Registered office.** The registered office is established in the municipality of Luxembourg-city.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its members deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6. Capital.** The Company's corporate capital is fixed at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro), represented by 125 (one hundred twenty-five) shares with a nominal value of EUR 100.- (one hundred euro) each, all subscribed and fully paid-up.

The Company may redeem its own shares within the limits foreseen by Law.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders' decision to redeem its own shares shall be taken by favourable vote of the majority of shareholders representing three quarters (3/4) of the corporate capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the corporate capital by cancellation of all the redeemed shares.

**Art. 7. Modification of the capital.** Without prejudice to the provisions of article 6, the capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with article 13 of these Articles.

**Art. 8. Payments.** Each share entitles to a fraction of the corporate assets of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 9. Multiple beneficiaries.** Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 10. Transfer of shares.** In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable whereby the transfer will be approved by a written sole shareholder's resolution.

In the case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred in accordance with the requirements of article 189 of the Law.

**Art. 11. Management of the company.** The Company is managed by a board of managers composed of manager(s) of category A and manager(s) of category B. The managers need not to be shareholders. The managers may be revoked ad nutum.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name of the Company and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The Company shall be bound towards third parties by the joint signature of two members of the board of managers, including in any case at least the signature of one manager of category A, and including, with respect to matters pertaining to the business license of the Company, the signature of the manager of category B designated on such business license.

The Company shall also be bound towards third parties by the joint or single signature of any persons to whom special powers have been delegated by the board of managers.

The resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented, it being précised that at least two managers must be present or represented.

Any and all managers may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meetings, whereby signatures may be executed on separate counterparts each of which is an original but all of which together will constitute one and the same instrument. In case of a single manager decisions are recorded in minutes or drawn-up in writing.



**Art. 12. Managers liability.** The managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

**Art. 13. Shareholders' meeting, Shareholders' resolutions, Amendment to the articles.** The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

The decisions of the single shareholder which are taken in the scope of the first paragraph are recorded in minutes or drawn-up in writing.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the corporate capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted (i) by the majority of the shareholders (ii) owning at least three quarter of the Company's corporate capital, subject to the provisions of the Law.

**Art. 14. Financial year.** The Company's year starts on the 1<sup>st</sup> January and ends on the 31<sup>st</sup> December.

**Art. 15. Annual accounts.** Each year, with reference to the end of the Company's year, the Company's accounts are established and the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 16. Distribution of profits, legal reserves.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s).

Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

1. Interim accounts are established by the board of managers,
2. These accounts show a profit including profits carried forward or transferred to an extraordinary reserve,
3. The decision to pay interim dividends is taken by the single shareholder or by an extraordinary general meeting of the shareholders.
4. The payment is made once the Company has obtained the assurance that the rights of the creditors of the Company are not threatened.

**Art. 17. Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 18. Applicable law.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitional provision*

The first financial year begins on the date of this deed and ends on 31<sup>st</sup> December 2015.

#### *Subscription - Payment*

The 125 (one hundred twenty-five) shares have been subscribed by VNC Capital, SGPS, S.A., prenamed.

VNC Capital, SGPS, S.A., represented as stated hereabove, has declared to have fully paid all the shares in cash, so that the amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred euro) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary by banking certificate, who expressly acknowledges it.

#### *Verification*

The notary executing this deed declares that the conditions fixed in article 183 of the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended have been fulfilled.

#### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,600.-

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, its sole shareholder, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1. The Company shall have a board of managers composed of two managers of category A and one manager of category B appointed for an undetermined period of time. The following persons are appointed managers:

*Category A:*

Filipe José de Araújo Pinto Correia, born in Porto, Portugal, on 19 March 1977 residing at Rua 15 de Novembro, n.º 92, 3.º, 4100-420 Porto; and

António Martins Carneiro, born in Vila Nova de Famalicão, Portugal, on 14 February 1960, residing at Rua Senhora das Neves, 152, 4760-485 Fradelos, Vila Nova de Famalicão, Portugal.

*Category B:*

Georges Ferreira, born in Ettelbruck, Grand-Duchy of Luxembourg, on 2 November 1974, residing at 22, rue Philippe Manternach, L-9068 Ettelbruck, Grand-Duchy of Luxembourg.

2. The address of the Company is fixed at 681, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

*Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing party, who has signed it together with the undersigned notary.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le premier jour du mois d'avril.

Par devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

**A COMPARU:**

VNC Capital, SGPS, S.A., une société constituée sous les lois du Portugal, avec numéro d'identification 508 740 002, avec siège social Rua da Mabor, n.º 104, 4760-813, Lousado, Portugal, et ayant un capital social de EUR 50,000.-, dûment représenté par:

Maître Katia Bartholomé, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 31-33, rue Ste Zithe, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé.

La procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée ainsi qu'il a été dit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la "Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les "Statuts").

**Art. 2. Objet social.** L'objet principal de la société consiste dans l'exploitation d'un ou plusieurs magasins de vente en gros et/ou au détail de vêtements, textiles et tous accessoires de la branche au sens le plus large.

En outre, la Société peut acquérir des participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, et assurer le contrôle, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

Elle pourra acquérir tous titres et droits par voie de participation, de souscription, de négociation ou de toute autre manière, participer à l'établissement, à la mise en valeur et au contrôle de toutes sociétés ou entreprises, et leur fournir toute assistance.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique, et prêter des fonds sans limitation, y compris notamment les revenus de tous emprunts à ses filiales et sociétés affiliées.

La Société peut en règle générale effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4. Nom.** La Société aura la dénomination: "Cofemel Luxembourg".

**Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg-ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par décision du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros), représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote favorable de la majorité des associés représentant trois quarts (3/4) du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

**Art. 7. Modification du capital.** Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 13 des présents Statuts.

**Art. 8. Paiements.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9. Bénéficiaires multiples.** Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**Art. 10. Cession de parts.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles, la cession des parts étant approuvée par décision écrite de l'associé unique.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément aux dispositions de l'article 189 de la Loi.

**Art. 11. Gestion de la société.** La Société est gérée par un conseil de gérance composé de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants auront tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article 11 aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le conseil de gérance déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance, incluant dans tous les cas au moins une signature d'un gérant de catégorie A, et incluant, s'agissant de matières relevant de l'autorisation d'établissement de la Société, la signature du gérant de catégorie B désigné sur ladite autorisation d'établissement.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou individuelle de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le conseil de gérance.

Les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés, étant précisé qu'au moins deux gérants doivent être présents ou représentés.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, les signatures pouvant être apposées sur différents exemplaires, chaque exemplaire étant un original mais tous les exemplaires ensemble constituant le même document. En cas de gérant unique, les décisions sont actées dans des résolutions écrites ou dressées par écrit.

**Art. 12. Responsabilité des gérants.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 13. Assemblées générales, décision des associés, modifications des statuts.** L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

Les décisions de l'associé unique prises en vertu du paragraphe précédent seront enregistrées dans des procès-verbaux ou des résolutions écrites.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les

décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que (i) par une majorité d'associés (ii) détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

**Art. 14. Année sociale.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 15. Comptes annuels.** Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

**Art. 16. Distribution de bénéfices, Réserve légale.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le conseil de gérance,
2. Ces comptes intérimaires font apparaître un bénéfice incluant des bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire,
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

**Art. 17. Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

**Art. 18. Loi applicable.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2015.

#### *Souscription - Libération*

Les 125 (cent vingt-cinq) parts sociales ont été souscrites par VNC Capital, SGPS, S.A., prénommée.

VNC Capital, SGPS, S.A., représentée ainsi qu'il a été dit, a déclaré que toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de EUR 12.500.- (douze mille cinq cents euros) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant par certificat bancaire, qui le reconnaît expressément.

#### *Constataion*

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée se trouvent remplies.

#### *Frais*

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.600,-

#### *Résolutions de l'associée unique*

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associée unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. La Société aura un conseil de gérance composé de deux gérants de catégorie A et d'un gérant de catégorie B nommés pour une durée indéterminée. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérants:

##### *Catégorie A:*

Filipe José de Araújo Pinto Correia, né à Porto, Portugal, le 19 Mars 1977, demeurant Rua 15 de Novembro, n.º 92, 3.º, 4100-420 Porto, Portugal; et

António Martins Carneiro, né à Vila Nova de Famalicão, Portugal, le 14 février 1960, demeurant Rua Senhora das Neves, 152, 4760-485 Fradelos, Vila Nova de Famalicão, Portugal.

##### *Category B:*

Georges Ferreira, né à Ettelbruck, Grand-Duché de Luxembourg, le 2 Novembre 1974, demeurant au 22, rue Philippe Manternach, L-9068 Ettelbruck, Grand-Duché de Luxembourg.

2. L'adresse de la Société est fixée au 681, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: K. BARTHOLOME, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 07 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10787. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015055669/312.

(150063476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

**Ashmore SICAV 3, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1748 Senningerberg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 151.742.

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of February;

Before Maître Hellinckx, notary residing in Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of Ashmore SICAV 3 (the "Company"), a public limited company qualifying as a société d'investissement à capital variable, having its registered office at 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, registered to the Trade Register of Luxembourg under the number B151742, incorporated pursuant to a deed on 25 February 2010 published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") of 23 March 2010, number 610. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 24 September 2014, published in the Mémorial number 3302 of 7 November 2014.

The Meeting was opened with Debra Adams, private employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair.

The Chairman appointed as Secretary and the Meeting elected as Scrutineer Kathrin Bergmann, private employee, residing professionally in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. All the shares being registered shares, the present Meeting has been convened by notices containing the agenda, sent to the shareholders by registered mail on February 4<sup>th</sup>, 2015.

The undersigned notary informed the Appearers of the fact, that the present extraordinary general meeting has not been convened pursuant to the dispositions of Article 67-1 (2) of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies.

The meeting discharge the undersigned notary for all consequences that could result from this irregularity.

II. The shareholders represented and the number of shares held by them are indicated on an attendance list. This list and the proxies, after having been signed by the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

III. It appears from the attendance list that out of 1,109,986 shares in circulation, 359,398 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting and that they represent 32.38 % of the share capital of the Company.

A first extraordinary general meeting, convoked called upon the notices set forth in the minutes, with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, was held on 30 January 2015 and could not validly decide on the items of the agenda for lack of the legal quorum.

I. The agenda of the Meeting is the following:

1. Amendment of Article 11 (Calculation of the Net Asset Value per Share) of the articles of incorporation of the Company in order to provide the possibility for the Company to apply the swing pricing calculation method.

These facts having been exposed and recognized as true by the Meeting, the Meeting, after deliberation, unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting of the Company resolves to amend Article 11 of the Articles which should read as follows:

“ **Art. 11. Calculation of the Net Asset Value per Share.** The net asset value per share of each class of shares shall be calculated in the reference currency (as defined in the Sales Documents) of the relevant Sub-Funds and, to the extent applicable within a Sub-Fund, expressed in the currency of quotation for the class of shares. It shall be determined on each Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Day by the number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

Some Sub-Funds may attempt to maintain a stable net asset value at the issue price of the shares in the relevant Sub-Fund by declaring daily dividends out of such Sub-Fund’s net investment income and through the use of the amortized cost valuation method as such method is more fully described below and in the Sales Documents.

On any Valuation Day the board of directors may determine to apply an alternative net asset value calculation method (to include such reasonable factors as they see fit) to the net asset value per share. This method of valuation is intended to pass the estimated costs of underlying investment activity of the Company to the active shareholders by adjusting the net asset value of the relevant share and thus to protect the Company’s existing shareholders from costs associated with ongoing subscription and redemption activity.

This alternative net asset value calculation method may take account of trading spreads on the Company’s investments, the value of any duties and charges incurred as a result of trading and may include an allowance for market impact.

Where the board of directors, based on the prevailing market conditions and the level of subscriptions or redemptions requested by shareholders or potential shareholders in relation to the size of the relevant Sub-Fund, has determined for a particular Sub-Fund to apply an alternative net asset value calculation method, the Sub-Fund may be valued either on a bid or offer basis (which would include the factors referenced in the preceding paragraph).

I. The value of the assets of the Company shall be determined as follows:

(a) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) the value of any financial assets listed or dealt in on a Regulated Market, a stock exchange in an Other State or on any Other Regulated Market (as these terms are defined in the Sales Documents) is based on the last available price on the relevant market which is normally the main market for such assets;

(c) in the event that any assets are not listed or dealt in on any Regulated Market, any stock exchange in an Other State or on any Other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any such markets, the closing price as determined pursuant to sub-paragraph (b) does not truly reflect the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonable foreseeable sales price determined prudently and in good faith;

(d) the amortised cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Sub-Funds of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortization to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security or other instrument. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which the value as determined by amortised cost, is higher or lower than the price the Sub-Fund would receive if it sold the securities. For certain short term transferable debt securities, the yield to a Shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar sub-fund which marks its portfolio securities to market each day;

(e) the value of futures, forward and options contracts not traded on Regulated Markets, stock exchanges in Other States or on Other Regulated Markets shall mean their net value determined, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The value of futures, forward and options contracts traded on Regulated Markets, stock exchanges in Other States or on Other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement or closing prices, as applicable, of these contracts on Regulated Markets, stock exchanges in Other States or Other Regulated Markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the liquidating value of such contract shall be determined on a fair and reasonable basis;

(f) interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rate curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument relating swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith. Total return swaps and credit default swaps will be valued on a consistent basis;



(g) units or shares of UCITS and/or UCIs will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined on a fair and equitable basis. Units or shares of closed ended UCIs will be valued at their last available stock market value.

(h) all other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith. In preparing any valuation, the management company (“the Management Company”) may rely on information provided by any person whom it considers to be suitably qualified to do so and who is approved by the Board (an “Approved Person”). Any price or methodology, notified to the Management Company by an Approved Person as representing the most recent market bid price or, in the absence of such price, the fair value price, as the case may be, of any Investment shall be conclusive in the absence of manifest error. For the purposes hereof, an Approved Person may include the investment manager (defined in Article 17 hereof) or an affiliate thereof, if appropriate. The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency of a Sub-Fund will (apart from forward currency contracts which will be valued in accordance with paragraph (e) above) be converted into the Reference Currency of such Sub-Fund at the rate of exchange prevailing in a recognised market at the time of determination of the net asset value. If such quotation is not available, the rate of exchange will be determined in good faith.

The Management Company, upon recommendation of the Board of Directors shall be responsible for reviewing and approving the valuation procedures and policies of the Company.

The Management Company or the Board of Directors, at its sole discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

The net asset value per Share of each Class and the issue and redemption prices thereof are available at the registered office of the Company.

## II. Allocation of assets and liabilities among the Sub-Funds:

For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Sub-Funds, the board of directors has established a portfolio of assets for each Sub-Fund in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of each share of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is allocated to all the portfolios in equal parts or, if the amounts so justify, pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Funds;

(e) upon the payment of dividends to the holders of shares in any Sub-Fund, the net asset value of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.”

### *Estimate*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company in relation to this deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (1,500.- EUR).

### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing parties, said representative signed together with the notary the present deed.

Signé: D. ADAMS, K. BERGMANN et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 27 février 2015. Relation: 1LAC/2015/6152. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

*Le Receveur (signé): I. THILL.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Référence de publication: 2015055619/144.

(150063561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---



**Continuous, Société Anonyme.**

Siège social: L-4362 Esch/Alzette, 9, av. des Hauts Fourneaux.  
R.C.S. Luxembourg B 191.459.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-fifth of March.

Before us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of shareholders of "CONTINUOUS", a société anonyme, having its registered office in L-4362 Esch/Alzette, 9, avenue des Hauts Fourneaux, constituted by a deed of the undersigned notary, on October 17, 2014, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C number 3562 of November 26, 2014.

The meeting was opened by Oswald De Riemaecker, with professional address in L-4362 Esch/Alzette, 9, avenue des Hauts Fourneaux, being in the chair,

who appointed as secretary Frédéric Dewinne, with professional address in L-4362 Esch/Alzette, 9, avenue des Hauts Fourneaux.

The meeting elected as scrutineer Frederik Rob, with professional address in L-4362 Esch/Alzette, 9, avenue des Hauts Fourneaux.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the subscribed capital in the amount of SEVEN THOUSAND EIGHT HUNDRED AND SEVENTY-FOUR EURO (7,874.- EUR) to raise it from THIRTY-ONE THOUSAND EURO (31,000.- EUR) to THIRTY-EIGHT THOUSAND EIGHT HUNDRED AND SEVENTY-FOUR EURO (38,874.- EUR) by the issue of twenty-five thousand four hundred (25,400) new shares without par value and having the same rights and advantages as the presently issued shares.

3. Subscription and payment in cash by shareholders, the actual shareholders renouncing to their preferential subscription rights.

4. Full statement of the articles of incorporation.

5. Miscellaneous.

II. The shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The general meeting decides to increase the subscribed capital in the amount of SEVEN THOUSAND EIGHT HUNDRED AND SEVENTY-FOUR EURO (7,874.- EUR) to raise it from THIRTY-ONE THOUSAND EURO (31,000.- EUR) to THIRTY-EIGHT THOUSAND EIGHT HUNDRED AND SEVENTY-FOUR EURO (38,874.- EUR) by the issue of twenty-five thousand four hundred (25,400) new shares without par value and having the same rights and advantages as the presently issued shares.

*Subscription - Liberation*

The existing shareholders (the Founders) waived their preferential subscription rights, thereupon,

1. Mr. Henry Desenfant, residing in 54, avenue de la Hêtraie, B-7090 Brainele-Comte,
2. Mr. Antoine Delamarre, residing in 6, rue Porte de Trêves, F-57480 Sierck-les-Bains,
3. Mr. Nico Reuter, residing in 7, rue du Kiem, L-5465 Waldbredimus,
4. Mr. Wesley Deglise, residing in 8, Place Saint Martin, F-57000 Metz,
5. Daniel Leivas, residing in 37, rue du Portugal, B-1060 Bruxelles,
6. Mr. Clément Venet, residing in 29, Place de la République, F-57100 Thionville,
7. Mr. Christophe Chervy, residing in 6, rue de Colmar, F-94300 Vincennes,
8. Mr. Christophe Massin, residing in 11, avenue Elisabeth, B-4020 Liège,
9. Mr. Renaud Wellens, residing in 31, Rue Haute Voye, B-6860 Légglise,
10. Mr. Maxime Cloet, residing in 69, avenue Albert Giraud, B-1030 Schaerbeek,
11. Miss Camille Valentinelli, residing in 69, avenue Albert Giraud, B-1030 Schaerbeek,

The Subscribers 2., 3., 4., 5., 7., 8., 9., 10. and 11 (the Private Investors Shareholders) being represented by Frederik Rob, prenamed, by virtue of proxies given under private seal, declared to subscribe and fully pay in as follows:

Subscribers	Number of shares	Subscription price (in EUR)	Share Premium (in EUR)
Henry Desenfant . . . . .	13,000	4,030.-	125,970.-
Antoine Delamarre . . . . .	5,000	1,550.-	48,450.-
Nico Reuter . . . . .	2,500	775.-	24,225.-
Wesley Deglise . . . . .	2,000	620.-	19,380.-
Daniel Leivas . . . . .	700	217.-	6,783.-
Clément Venet . . . . .	500	155.-	4,845.-
Christophe Chervy . . . . .	500	155.-	4,845.-
Christophe Massin . . . . .	400	124.-	3,876.-
Renaud Wellens . . . . .	300	93.-	2,907.-
Maxime Cloet . . . . .	300	93.-	2,907.-
Camille Valentinelli . . . . .	200	62.-	1,938.-
<b>TOTAL . . . . .</b>	<b>25,400</b>	<b>7,874.-</b>	<b>246,126.-</b>

All the twenty-five thousand four hundred (25,400) New Shares have been fully paid up by contribution in cash in an aggregate amount of two hundred and fifty-four thousand euro (254,000.- EUR) to be allocated as follows:

- an amount of seven thousand eight hundred and seventy-four euro (7,874.- EUR) to be allocated to the nominal share capital account of the Company; and
- an amount of two hundred and forty-six thousand one hundred and twenty-six euro (246,126.- EUR) to be allocated to the share premium reserve account of the Company.

The total amount is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

#### *Second resolution*

The general meeting decides the full statement of the articles of incorporation as follows:

#### **“I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is “CONTINUOUS” (the Company).

The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of directors (the Board). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board.

**Art. 3. Corporate object.** The object of the Company is:

- operating a trade sale and purchase of computer hardware and products in the industry and all the services connected with its object;
- the development, production and co-production of any project in the field of multimedia, among other website, web page, kiosk, CD-Rom, DVD and other media;
- administration and maintenance of servers;
- production and co-production of printed material in other brochures, posters, magazines etc.;
- consulting and monitoring all these multimedia projects and print.
- consulting, management and administration of IT services.
- transactions, representation, brokerage and selling all services related to data and information particularly in the areas of consulting, engineering, maintenance, systems, outsourcing of expertise, organizational missions, leadership and project management, mentoring and training, and change management.

It may also:

- distribute, buy and sell, import and export, lease, lease, lease give and take all these products, whether in production or not.
- do consulting, management, administration and advice on IT.

- perform any operation commercial, financial, securities or property, directly or indirectly related to its purpose.
- be interested in any way in any business, firms or companies with identical, similar, similar or related or conducive to the development of its business.
- make any other securities or real estate, industrial, commercial or financial transactions related directly or indirectly to its purpose and even other objects which are likely to promote or develop the business of the company.

**Art. 4. Duration.**

- 4.1. The Company is formed for an unlimited duration.
- 4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several Shareholders.

**II. Capital - Shares**

**Art. 5. Capital.**

5.1. The subscribed capital of the company is fixed at THIRTY-EIGHT THOUSAND EIGHT HUNDRED AND SEVENTY-FOUR EURO (38,874.-EUR) divided into one hundred and twenty-five thousand four hundred (125,400) shares without a par value.

**Art. 6. Shares.**

- 6.1. The Shares are and will remain in registered form (actions nominatives).
- 6.2. A register of shares is kept at the registered office and may be examined by each Shareholder upon request.
- 6.3. A share transfer is carried out by entering in the register of shares, a declaration of transfer, duly dated and signed by the transferor and the transferee or by their authorised representatives and following a notification to, or acceptance by, the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code. The Company may also accept as evidence of a share transfer other documents recording the agreement between the transferor and the transferee.
- 6.4. The Shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per Share.
- 6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

**Art. 7. Transfer of shares Pre-emption Right on Transfer of Shares.**

7.1. No Shareholder shall transfer the property or the beneficial ownership (a Transfer) of any Share to any person except in compliance with the Articles.

7.2. A Transfer which is not effectuated in accordance with the Articles shall be deemed null and void and shall be unenforceable against the Company or the other Shareholders.

7.3. Transfer of shares

7.3.1 Transfer of shares by any of the Founders and/or Private Investors Shareholders

The transfer of all or part of all shares by any of the Founders and/or Private Investors Shareholders to any person or entity other than an Affiliate shall be subject to a pre-emption right, in favour of the Founders (the “First Round Preemption Shareholders”).

7.3.2 Transfer of shares by any of the Founders and/or Private Investors Shareholders

The transfer of all or part of all shares by any of the Founders and/or Private Investors Shareholders to any person or entity other than an Affiliate shall be subject to a pre-emption right. If, during the First Pre-emption Round, Founders did not exercise their pre-emption right, the Private Investors Shareholders can exercise their pre-emption right (the “Second Round Preemption Shareholders”), in the manner set out in clause 7.3.2. Any transfer not made in accordance with this clause 7 shall be null and void.

7.4 Pre-emption Price

The price (the “Pre-emption Price”) to be paid by the Pre-emption Shareholders shall be that stated in the Transfer Notice or the First Round Transfer Notice, as appropriate.

7.5 Procedure

7.5.1 Single Round Procedure

(i) The shareholder (the “Transferor”) wishing to transfer shares to a third party (the “Transferee”) shall notify the Board in writing prior to such transfer, by way of notice (the “Transfer Notice”) (i) setting out the number of shares proposed to be transferred (the “Sale Shares”), and (ii) including a copy of the binding offer of the Transferee, including any non-cash element thereof. The chairman of the Board shall, within three (3) calendar days of the receipt of a Transfer Notice, transmit a copy thereof to the Pre-emption Shareholders.

(ii) Each Pre-emption Shareholder shall, upon receipt from the chairman of the Board of the Transfer Notice, have the right to acquire no less than such number of Sale Shares (the “Pre-emption Entitlement”) as shall be equal to the pro rata of the shares held by such Pre-emption Shareholder in the total numbers of shares of the Company (excluding the shares held by the Transferor), by giving written notice to the chairman of the Board (the “Preemption Notice”), no later than thirty (30) calendar days from the receipt of the Transfer Notice (the “Pre-emption Period”).

(iii) At the end of the Pre-emption Period, the chairman of the Board shall, within seven (7) calendar days, notify the Transferor and the Pre-emption Shareholders in writing (the “Result Notice”) of (i) the total number of Sale Shares which have been the subject of a Pre-emption Notice, and (ii) the identity of the Pre-emption Shareholders having served such Pre-emption Notice.

(iv) In the event that at the end of the Pre-emption Period, not all Preemption Shareholders have exercised their pre-emption right in respect of the Sale Shares, the Transferor shall have the option either (i) to sell, within a period of thirty (30) calendar days from the Result Notice, the pre-empted Sale Shares to the Pre-emption Shareholders and the balance of the Sale Shares to the Transferee or (ii) to withdraw its offer within a period of thirty (30) calendar days from the Result Notice. In case of withdrawal of the offer, the entire pre-emption procedure will apply in case of a new transfer. In case of the transfer of part or all the Sale Shares to the Transferee stated in the Transfer Notice, the Transferee must adhere in writing to be bound by the terms of this Agreement if the remaining Shareholders unanimously so request, whereby the Transferee will become a party to this Agreement.

(v) The Pre-emption Price must be paid by the relevant Pre-emption Shareholder on the later of (i) thirty (30) calendar days of the expiry of the period referred to in paragraph (d) above and (ii) three (3) calendar days following the receipt of any required regulatory approvals (including antitrust clearances). Title to any Sale Shares shall only pass to the relevant Preemption Shareholder upon receipt by the Transferor of the Pre-emption Price.

#### 7.5.2 Multiple Round Procedure

##### (a) First Round

(i) The shareholder (the “Transferor”) wishing to transfer shares to a third party (the “Transferee”) shall notify the Board in writing prior to such transfer, by way of notice (the “First Round Transfer Notice”) (i) setting out the number of shares proposed to be transferred (the “Sale Shares”), and (ii) including a copy of the binding offer of the Transferee, including any non-cash element thereof. The chairman of the Board shall, within three (3) calendar days of the receipt of a First Round Transfer Notice, transmit a copy thereof to the First Round Pre-emption Shareholders.

(ii) Each First Round Pre-emption Shareholder shall, upon receipt from the chairman of the Board of the First Round Transfer Notice, have the right to acquire no less than such number of Sale Shares (the “Pre-emption Entitlement”) as shall be equal to the pro rata of the shares held by such First Round Pre-emption Shareholder in the total numbers of shares of the Company of the same category (excluding the shares held by the Transferor and the Second Round Pre-emption Shareholders), by giving written notice to the chairman of the Board (the “First Round Pre-emption Notice”), no later than thirty (30) calendar days from the receipt of the Transfer Notice (the “First Round Pre-emption Period”).

(iii) At the end of the First Round Pre-emption Period, the chairman of the Board shall, within seven (7) calendar days, notify the Transferor and the Preemption Shareholders in writing (the “Result Notice”) of (i) the total number of Sale Shares which have been the subject of a First Round Pre-emption Notice, and (ii) the identity of the First Round Pre-emption Shareholders having served such First Round Pre-emption Notice.

(iv) In the event that at the end of the First Round Pre-emption Period, all First Round Pre-emption Shareholders have exercised their pre-emption right in respect of the Sale Shares, the Pre-emption Price must be paid by the relevant Pre-emption Shareholder on the later of (i) thirty (30) calendar days of the Result Notice or (ii) three (3) calendar days following the receipt of any required regulatory approvals (including antitrust clearances). Title to any Sale Shares shall only pass to the relevant Pre-emption Shareholder upon receipt the Transferor of the Pre-emption Price.

##### (b) Second Round

(i) In the event that at the end of the First Round Pre-emption Period, not all First Round Pre-emption Shareholders have exercised their pre-emption right in respect of all of the Sale Shares, the chairman of the Board shall, together with the Result Notice, notify the Second Round Pre-emption Shareholders in writing, by way of a notice (the “Second Round Transfer Notice”), setting out the number of Sale Shares that have not been pre-empted in the First Round Pre-emption Period (the “Second Round Sale Shares”). Upon receipt of the Second Round Transfer Notice, each of the Second Round Pre-emption Shareholders shall have the right to acquire such number of Second Round Sale Shares as shall be equal to the pro rata of the shares held by such the Second Round Pre-emption Shareholders in the total number of shares of the Company (excluding the shares held by the Transferor and the First Round Pre-emption Shareholders that have not exercised their pre-emption right), by giving written notice to the chairman of the Board (the “Second Round Preemption Notice”), no later than thirty (30) calendar days from the receipt of the Second Round Transfer Notice.

(ii) At the end of the Second Round Pre-emption Period, the chairman of the Board shall, within seven (7) calendar days, notify the Transferor and the Shareholders in writing (the “Second Round Result Notice”) of (i) the total number of Second Round Sale Shares which have been the subject of a Second Round Pre-emption Notice, and (ii) the identity of the Second Round Pre-emption Shareholders having served such Second Round Pre-emption Notice.

(iii) In the event that at the end of the Second Round Pre-emption Period, not all Second Round Pre-emption Shareholders have exercised their pre-emption right in respect of all of the Sale Shares, the Transferor shall have the option either (i) to sell, within a period of thirty (30) calendar days from the Second Round Result Notice, the pre-empted Sale Shares and the Second Round Sale Shares to the relevant Shareholders and the balance thereof to the Transferee or (ii) to withdraw its offer within a period of thirty (30) calendar days from the Second Round Result Notice. In case of withdrawal of the offer, the entire pre-emption procedure will apply in case of a new transfer. In case of the transfer of part or all the Sale Shares to the Transferee stated in the Transfer Notice, the Transferee must adhere in writing to be bound by the terms of the

shareholders agreement if the remaining shareholders unanimously so request, whereby the Transferee will become a party to this Agreement.

(iv) The Pre-emption Price must be paid by the relevant Pre-emption Shareholder on the later of (i) thirty (30) calendar days of the expiry of the period referred to in paragraph (ii) above and (ii) three (3) calendar days following the receipt of any required regulatory approvals (including antitrust clearances). Title to any Sale Shares shall only pass to the relevant Preemption Shareholder upon receipt the Transferor of the Pre-emption Price.

#### 7.5.3 Waiver

The procedure set out in article 7.5 shall not apply if all shareholders consent in advance in writing to a proposed transfer and waive their rights to receive a Pre-emption Notice.

#### 7.6 Tag-Along Right

7.6.1. If the Sale Shares pursuant to article 7.5 above, represent 30% or more of the outstanding shares to be sold to one or more unrelated purchasers (the “Tag-Along Purchaser”), then the selling shareholder shall give prior written notice to all the remaining shareholders (the “Tag-Along Notice”) setting forth

- (i) the amount of the shares and Loan Stock that the Tag Along Purchaser(s) have offered to buy,
- (ii) the identity of the Tag-Along Purchaser(s) together with the latest audited and unaudited financial statements of the Tag-Along Purchaser(s) and its beneficial owners, and
- (iii) an offer from the Tag-Along Purchaser(s) to purchase all of the shares and Loan Stock owned by remaining shareholders, at the same price and on the same terms as the Tag-Along Purchaser(s) has offered to purchase the Sale Shares. The Tag-Along Notice shall be accompanied by a contract setting forth the terms (including the purchase price) on which selling shareholder proposes to transfer the Sale Shares.

7.6.2 The remaining shareholders shall have the right, exercisable by written notice to selling shareholder within thirty (30) days after the delivery of the Tag-Along Notice, to sell all of its shares and Loan Stock to the Tag-Along Purchaser (s);

7.6.3 If remaining shareholders exercise their Tag-Along Rights in a transfer pursuant to this Article 7.6 it shall, if requested by selling shareholder, execute and deliver all documents required to secure the sale and transfer of the shares to the Tag-Along Purchaser(s) on the terms set forth in the Tag-Along Notice.

#### 7.7 Drag-Along Right

7.7.1 If the Sale Shares pursuant to Article 7.5 above , represent 51% or more of the outstanding shares to be sold to one or more unrelated purchasers (the “Drag-Along Purchaser”), then the selling shareholder shall give prior written notice to remaining shareholders (the “Drag-Along Notice”) setting forth (i) the amount of the shares and Loan Stock that the Drag-Along Purchaser(s) have offered to buy, (ii) the identity of the Drag-Along Purchaser(s) together with the latest audited and unaudited financial statements of the Drag-Along Purchaser(s) and its beneficial owners, and (iii) an undertaking from the Drag-Along Purchaser(s) to purchase all of the shares and Loan Stock owned by remaining shareholders, at the same price and on the same terms as the Drag-Along Purchaser(s) has offered to purchase the offered shares. The Drag-Along Notice shall be accompanied by a contract setting forth the terms (including the purchase price) on which Selling Shareholder proposes to transfer the Sale Shares. The minimum price will not be below the nominal value of the shares.

7.7.2 The remaining shareholders undertake to sell all of their shares and Loan Stock to the Drag-Along Purchaser(s) (without complying with Article 7.5 above) and authorize the selling shareholders to force them within thirty (30) days after the delivery of the Drag-Along Notice in accordance with Article 7.7.1.

7.7.3 If the selling shareholder(s) exercise their Drag-Along Rights in a transfer pursuant to this Article 7.7, the remaining shareholders shall, if requested by selling shareholder, execute and deliver all documents required to secure the sale and transfer of the Shares to the Drag-Along Purchaser(s) on the terms set forth in the Drag-Along Notice.

#### 7.8 Transfer of shares

In case of a transfer of a part or all shares of a shareholder to an Affiliated Company of the transferring shareholder and/or in case of death or divorce, the transferor shall:

- (a) procure that the transferee shall assume all rights and obligations of the transferor under this agreement;
- (b) undertake to reacquire the shares concerned in case the transferee ceases to be an Affiliated Company or Related Person of the transferor;
- (c) authorise transfers of shares in case of divorce or in case of death to the ex-partner (or spouse) and inheritors. An addendum of the latest shareholders agreement in force shall be submitted to the new parties for signature and approval. All documents related to the divorce or to the death have to be submitted to the board of directors within 3 months of the death and/or the divorce judgement.

### III. Management - Board of directors - Representation

#### Art. 8. Composition of the board of directors.

8.1. The Board of directors shall be comprised of five (5) directors, of which three (3) shall be appointed from amongst candidates proposed by the Founders and two (2) shall be appointed from amongst candidates proposed by the Private Investors Shareholders.



8.2. The General Meeting appoints the Director(s) and determines their remuneration and the term of their office. Directors cannot be appointed for more than six (6) years and are re-eligible,

8.3. The duration of each Director's mandate shall in principle be fixed in such a way as to be coterminous with the mandates of the other Directors.

8.4. Directors may resign by a written notice sent to the Board, and may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the General Meeting.

8.5. If the mandate of a Director appointed in accordance with Article 8.1 is terminated for any reason, such Director shall be replaced by a Director chosen among candidates proposed by the Shareholders of the same class.

8.6. If a legal entity is appointed as a Director, it must appoint a permanent representative who represents such entity in its duties as a Director. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if it had exercised its functions in its own name and on its own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

8.7. If the mandate of a Director becomes vacant, the majority of the remaining Directors may fill the vacancy on a provisional basis until the final appointment is made by the next General Meeting, in compliance with article 8.4 above.

#### **Art. 9. Chairman of the Board.**

9.1. At any time the Board shall be chaired by a chairman (the Chairman), who shall be one of the Directors.

9.2. The Chairman of the Board shall be appointed by the Board from amongst the directors proposed by the Founders. The Chairman of the Board shall not have a casting vote in the event of a tied vote.

#### **Art. 10. Powers of the Board.**

10.1. All powers not expressly reserved to the Shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

10.2. Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

#### **Art. 11. Delegation of powers by the Board.**

11.1. The Board is authorised to delegate the day-to-day management and the power to represent the Company in this respect, to one or more Chief Executive Officers (CEO) for whom the Board shall define the powers, remuneration, title and restrictions to representations, and who shall be a member of the Board.

11.2. A CEO may resign from such position or the delegation may be terminated at any time (with or without cause) by the Board.

#### **Art. 12. Participation in the Board meetings.**

12.1. A Director may grant a power of attorney in writing to any other Director in order to be represented at any meeting of the Board.

12.2. The Board can validly deliberate and act only if a majority of the members are present or represented. The resolutions of the Board are recorded in minutes signed by all the Directors present or represented at the meeting.

12.3. Any Director may participate in any meeting of the Board by telephone or videoconference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held.

12.4. Circular resolutions signed by all the Directors are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

12.5. Any Director having an interest conflicting with that of the Company in a transaction carried out otherwise than under normal conditions in the ordinary course of business, must advise the Board thereof and cause a record of his statement to be mentioned in the minutes of the meeting. A special report on the relevant transaction(s) is submitted to the Shareholders before any vote, at the next General Meeting.

#### **Art. 13. Required majorities of the Board.**

13.1. Resolutions of the Board are passed if adopted by simple majority of the Directors present or represented at the meeting of the Board or if adopted by unanimous vote by all Directors if passed in a circular resolution.

13.2. The following decisions shall only be validly taken if they are approved by the majority of the directors appointed upon proposal of the Founders, if the matter is the competence of the Board of directors:

- (a) appointment, dismissal and remuneration of the Executive Management of the Company and any of its subsidiaries;
- (b) any significant changes in the nature of the activities of the Company and its subsidiaries;
- (c) any material changes in the financial, business and strategy plan of the Company and its subsidiaries;
- (d) any proposed increase, alternation or reduction in the issued share capital of the Company;
- (e) any increase, alternation or reduction in the issued share capital of the Company's subsidiaries;
- (f) any change in the debt structure of the Company for a cumulated amount of more than EUR 50,000;
- (g) entering into any borrowings for a cumulated transaction amount of more than EUR 50,000;
- (h) acquisition or disposal of all or a substantial part of the business of the Company and its subsidiaries;

- (i) any acquisitions or disposals of companies;
- (j) any decision regarding a public offering of the shares of the Company (whether a primary offering or secondary offerings);
- (k) approval of the consolidated budget of the Company as well as any material departures there from;
- (l) any proposal regarding the distribution of the profit or losses of the Company;
- (m) change to the corporate name or structure of the Company.

13.3. If, for a particular resolution one Director is confronted with a conflict of interests, he shall advise the Board thereof and this conflict of interests shall be included in the minutes of the Board. The conflict of interests shall be stated and declared at the next general meeting of the Shareholders.

**Art. 14. Representation of the Company.** The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of two directors, which include at least a director proposed by the Founder and a Class C Director, or for matters of daily management not exceeding a value of EUR 35.000 per transaction by the sole signature of the CEO. By representing the Company, the Directors and the CEO shall adhere to all restrictions provided by the internal regulations and governance rules that may be decided.

The Company is also bound towards third parties by the single signature of any person to whom special signatory powers have been delegated in accordance with article 11.1 above.

**Art. 15. Liability of the Directors.** Except in case of wilful behaviour, the Directors may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

#### IV. Shareholders

##### **Art. 16. General Meetings of Shareholders.**

16.1. Resolutions of the Shareholders are adopted at General Meetings. The General Meeting has the broadest powers to adopt and ratify all acts and operations consistent with the corporate object.

16.2. The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the first Saturday in the month of June at 10.00 a.m. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day. The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

16.3. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

16.4. Each share entitles to one (1) vote.

##### **Art. 17. Convening notices to General Meetings.**

17.1. The annual general meeting shall be convened by the Chairman of the Board in accordance with article 16.

17.2. Any extraordinary general meeting shall be convened and the agenda defined by the Chairman, by the Board or if Shareholders representing at least 10% of the total subscribed share capital request such meeting in accordance with the Law.

17.3. Shareholders representing at least 10% of the total subscribed share capital may request new items to be included in the agenda of the meeting, at least five days before the meeting.

17.4. Written notice indicating the place, date, time and the agenda of any General Meeting is given to all Shareholders at least two weeks except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting. The advance notice period is deemed to start on the date of the posting of the notice. Written notice of the items added to the agenda shall be given to all Shareholders as soon as possible.

17.5. General Meetings are held at such place and time as specified in the notices.

17.6. If all the Shareholders are present or represented and declare that they consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

17.7. A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

##### **Art. 18. Participation and voting proceedings.**

18.1. Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

18.2. The Company may choose to allow each Shareholder to vote by way of voting forms provided by the Company. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to vote in favour, against or abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office prior to the General Meeting. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.



18.3. Minutes, signed by all Shareholders as soon as practicable, including an attendance list, shall be taken for every General Meeting.

#### **Art. 19. Quorum and Majority.**

19.1. The General Meeting may validly take decisions when a simple majority of the shareholders is present or represented, unless the law or the Articles stipulate otherwise and only if the agenda indicates the proposed decisions, including, if applicable, the text of the amendments to the Articles. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened.

19.2. The following decisions shall only be adopted if they are approved by the majority of the directors appointed upon proposal of the Founders, if the matter is the competence of the general meeting:

- (a) appointment, dismissal and remuneration of the Executive Management of the Company and any of its subsidiaries;
- (b) any significant changes in the nature of the activities of the Company and its subsidiaries;
- (c) any material changes in the financial, business and strategy plan of the Company and its subsidiaries;
- (d) any proposed increase, alternation or reduction in the issued share capital of the Company;
- (e) any increase, alternation or reduction in the issued share capital of the Company's subsidiaries;
- (f) any change in the debt structure of the Company for a cumulated amount of more than EUR 50,000;
- (g) entering into any borrowings for a cumulated transaction amount of more than EUR 50,000;
- (h) acquisition or disposal of all or a substantial part of the business of the Company and its subsidiaries;
- (i) any acquisitions or disposals of companies;
- (j) any decision regarding a public offering of the shares of the Company (whether a primary offering or secondary offerings);
- (k) approval of the consolidated budget of the Company as well as any material departures there from;
- (l) any proposal regarding the distribution of the profit or losses of the Company;
- (m) change to the corporate name or structure of the Company.

19.3. Notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second general Meeting takes resolution unanimously.

19.4. If a resolution is not passed at the General Meeting, a cooling off period of ten business days shall be observed. The Chairman shall at the request of one or more Shareholders convene a new General Meeting after the cooling of period.

### **V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision**

#### **Art. 20. Financial year.**

20.1. The financial year begins on the first (1) day of January and ends on the thirty-first (31) day of December of each year.

20.2. Each year, the Board shall prepare the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments.

20.3. One month before the annual General Meeting, the Board shall provide documentary evidence and a report on the operations of the Company to the statutory auditors, who then prepare a report setting forth their proposals.

#### **Art. 21. Statutory auditors / Réviseurs d'entreprises.**

21.1 When prescribed by law, the operations of the Company are supervised by one or several statutory auditors (commissaires au comptes) or independent auditors (réviseurs d'entreprises).

21.2. The General Meeting appoints the auditors and determines their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed two (2) years. Statutory auditors/Independent auditors may be re-appointed.

#### **Art. 22. Allocation of profits.**

22.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

22.2. The General Meeting determines how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward and all this in accordance with the shareholders agreement existing between the Shareholders.

22.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- a) interim accounts are drawn up by the Board;
- b) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;
- c) the decision to distribute interim dividends is taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts; and

d) in their report to the Board, as applicable, the statutory auditors or the réviseurs d'entreprises must verify whether the above conditions have been satisfied.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 23. Dissolution.

23.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting appoints one or several liquidators, who need not be Shareholders, to carry out the liquidation and determines their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

23.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the Shareholders in proportion to the shares held by each of them.

## VII. General provisions

### Art. 24. General provisions.

24.1. Notices and communications are made or waived and circular resolutions are evidenced in writing, fax, or e-mail.

24.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a Director in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

24.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures.

Signatures of circular resolutions are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

24.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the Shareholders from time to time.”

### *Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which fall to be borne by the company as a result of the presently stated, increase of capital are estimated at approximately EUR 2,200.- There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq mars.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire, résidant à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «CONTINUOUS», ayant son siège social à L-4362 Esch/Alzette, 9, avenue Hauts Fourneaux, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 191.459, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 17 octobre 2014, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 3562 du 26 novembre 2014.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Oswald De Riemaecker, demeurant professionnellement à L-4362 Esch/Alzette, 9, avenue Hauts Fourneaux.

Le Président désigne comme secrétaire Frédéric Dewinne, demeurant professionnellement à L-4362 Esch/Alzette, 9, avenue Hauts Fourneaux.

L'assemblée choisit comme scrutateur Frederik Rob, demeurant professionnellement L-4362 Esch/Alzette, 9, avenue Hauts Fourneaux.

Le président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

### *Ordre du jour:*

1. Augmentation de capital social à concurrence d'un montant de SEPT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUATORZE EUROS (7.874.- EUR) pour le porter de son montant actuel de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000.-EUR) à TRENTE-HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUATORZE EUROS (38.874.- EUR) par l'émission de vingt-cinq

mille quatre cents (25.400) actions nouvelles sans valeur nominale, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

2. Souscription et libération par apport en espèces.

3. Refonte complète des statuts.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de SEPT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUATORZE EUROS (7.874.- EUR) pour le porter de son montant actuel de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) à TRENTE-HUIT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-QUATORZE EUROS (38.874.- EUR) par l'émission de vingt-cinq mille quatre cents (25.400) actions nouvelles sans valeur nominale, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

*Souscription - Libération*

Les actionnaires actuels (les Fondateurs) ayant renoncé à leur droit préférentiel de souscription, sont alors intervenus aux présentes:

1. Mr. Henry Desenfant, demeurant à 54, avenue de la Hêtraie, B-7090 Braine-le-Comte,
2. Mr. Antoine Delamarre, demeurant à 6, rue Porte de Trêves, F-57480 Sierck-les-Bains,
3. Mr. Nico Reuter, demeurant à 7, rue du Kiem, L-5465 Waldbredimus,
4. Mr. Wesley Deglise, demeurant à 8, Place Saint Martin, F-57000 Metz,
5. Daniel Leivas, demeurant à 37, rue du Portugal, B-1060 Bruxelles,
6. Mr. Clément Venet, demeurant à 29, Place de la République, F-57100 Thionville,
7. Mr. Christophe Chervy, demeurant à 6, rue de Colmar, F-94300 Vincennes,
8. Mr. Christophe Massin, demeurant à 11, avenue Elisabeth, B-4020 Liège,
9. Mr. Renaud Wellens, demeurant à 31, Rue Haute Voye, B-6860 Léglise,
10. Mr. Maxime Cloet, demeurant à 69, avenue Albert Giraud, B-1030 Schaerbeek,
11. Miss Camille Valentinelli, demeurant à 69, avenue Albert Giraud, B-1030 Schaerbeek,

Les souscripteurs 2., 3., 4., 5., 7., 8., 9., 10. et 11. (les Actionnaires Investisseurs Privés) étant représentés par Frederik Rob, prénommé, en vertu de procurations sous seing privé, déclarent souscrire et libérer comme suit:

Souscripteurs	Nombre d'actions	Prix de souscription (en EUR)	Prime d'émission (en EUR)
Henry Desenfant . . . . .	13.000	4.030.-	125.970.-
Antoine Delamarre . . . . .	5.000	1.550.-	48.450.-
Nico Reuter . . . . .	2.500	775.-	24.225.-
Wesley Deglise . . . . .	2.000	620.-	19.380.-
Daniel Leivas . . . . .	700	217.-	6.783.-
Clément Venet . . . . .	500	155.-	4.845.-
Christophe Chervy . . . . .	500	155.-	4.845.-
Christophe Massin . . . . .	400	124.-	3.876.-
Renaud Wellens . . . . .	300	93.-	2.907.-
Maxime Cloet . . . . .	300	93.-	2.907.-
Camille Valentinelli . . . . .	200	62.-	1.938.-
TOTAL . . . . .	25.400	7.874.-	246.126.

Toutes les vingt-cinq mille quatre cents (25.400) nouvelles actions ont été intégralement libérées en espèces à concurrence d'un montant de deux cent cinquante-quatre mille euros (254.000.- EUR) à allouer comme suit:

- un montant de sept mille huit cent soixante-quatorze euros (7.874.-EUR) au capital social de la Société, et
- un montant de deux cent quarante-six mille cent vingt-six euros (246.126.- EUR) au compte prime d'émission de la Société.

Le montant total est la libre disposition de la société, ce qui a été justifié au notaire instrumentant.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée décide la refonte des statuts comme suit:

### **«I. Nom - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** La dénomination de la société est «CONTINUOUS» (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société est établi à Esch/Alzette, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être établis au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par une résolution du Conseil.

#### **Art. 3. Objet social.** La société a pour objet:

- l'exploitation d'un commerce avec achat et vente de matériel informatique et d'articles de la branche ainsi que tous les services se rattachant à son objet;
- le développement, la production et coproduction de tout projet dans le domaine du multimédia entre autres de site Internet, page Web, borne interactive, CD-Rom, DVD et tout autre support;
- l'administration et la maintenance de serveurs;
- la production et coproduction de matériel imprimé en autres brochures, affiches, magazines etc.;
- la consultance et suivi de tous ces projets multimédia et d'impression.
- la consultance, management et administration de services IT.
- les transactions, la représentation, le courtage et la vente de toutes prestations de services liées à l'informatique et aux systèmes d'informations notamment dans les domaines du conseil, de l'ingénierie, de la maintenance, l'infogérance, de l'expertise, de missions d'organisation, de direction et de management de projets, de tutorat et de formation, et d'accompagnement au changement.

Elle pourra également:

- distribuer, acheter et vendre, importer et exporter, louer et donner en location, donner et prendre en leasing tous ces produits, qu'ils soient de sa production ou non.
- faire du consulting, de la gestion, de l'administration et du conseil en matière de service informatique.
- accomplir toutes opérations généralement quelconques commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet.
- s'intéresser par toute voie dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou de nature à favoriser le développement de son entreprise.
- faire toutes opérations mobilières ou immobilières, industrielles, commerciales ou financières se rattachant directement ou indirectement à cet objet social et même à tous autres objets qui sont de nature à favoriser ou à développer l'activité de la société.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs Actionnaires.

### **II. Capital - Actions**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1 Le capital souscrit de la société est fixé à trente-huit mille huit cent soixante-quatorze euros (38.874.- EUR) divisé en cent vingt-cinq mille quatre cents (125.400) actions sans valeur nominale.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

#### **Art. 6. Actions.**

6.1 Les Actions sont et resteront des actions nominatives.

6.2 Un registre des Actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque Actionnaire.

6.3 Une cession d'Action est effectuée en inscrivant sur le registre des Actions, une déclaration de cession, dûment datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires agréés et suite à la notification ou à l'acceptation par la

Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société peut également accepter comme preuve d'une cession d'Action d'autres documents constatant le contrat conclu entre le cédant et le cessionnaire.

6.4 Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par Action.

6.5 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites exposées par la loi.

#### **Art. 7. Cession d'Actions - Droit de Préemption sur la Cession d'Actions.**

7.1 Aucun Actionnaire ne cèdera la propriété ou le bénéfice de la propriété (une Cession) de toute Action à toute personne sauf conformément aux Statuts.

7.2 Une Cession qui n'est pas réalisée conformément aux Statuts sera jugée nulle et non avenue et sera inopposable à la Société ou aux autres Actionnaires.

##### 7.3 Transfert des Actions

###### 7.3.1 Transfert des Actions des Fondateurs et/ou des Actionnaires Investisseurs Privés

Le transfert de tout ou partie des actions des Fondateurs et/ou des Actionnaires Investisseurs Privés à toute personne physique ou juridique autre que les sociétés liées doit être soumis à un droit de préemption en faveur des Fondateurs (les Actionnaires du First Round Pre-emption).

###### 7.3.2 Transfert des Actions des Fondateurs et/ou des Actionnaires Investisseurs Privés

Le transfert de tout ou partie des actions des Fondateurs et/ou des Actionnaires Investisseurs Privés à toute personne physique ou juridique autre que les sociétés liées doit être soumis à un droit de préemption. Si, durant le First Round Pre-emption, des Fondateurs n'ont pas exercé leur droit de préemption, les Actionnaires Investisseurs Privés peuvent exercer leur droit de préemption (les Actionnaires du Second Round Pre-emption), dans la manière fixée à l'article 7.3.2. Tout transfert non réalisé conformément au présent article 7 est nul et non avenue.

##### 7.4 Prix de préemption

Le prix (Pre-emption price) à payer par les actionnaires de préemption sera établi dans l'avis de transfert ou le First Round Transfer Notice, la plus appropriée.

##### 7.5 Procédure

###### 7.5.1 Single Round Procedure

(i) L'actionnaire (le cédant) souhaitant céder ses actions à un tiers (l'acquéreur) notifiera le conseil par un avis écrit (la notification du projet de transfert) préalable au transfert (i) en indiquant le nombre d'actions qu'il propose de céder (Sale shares) , (ii) en joignant une copie de l'offre de l'acquéreur, avec tout élément hors espèce. Le président du Conseil doit, dans le trois (3) jours calendaires dès réception de la notification du projet de transfert, transmettre une copie aux actionnaires du First Round Pre-emption.

(ii) Suite à la réception de la notification du projet de transfert par de la part du président du conseil, chaque actionnaire du First Round Pre-emption, aura le droit d'acquérir au minimum le nombre d'actions vendues (Pre-emption entitlement) qui sera égale au pro-rata des actions détenues par le même actionnaire de First Round Pre-emption par rapport au nombre total d'actions de la société de la même catégorie (sans considérer les actions détenues par le cédant), par moyen d'une communication écrite au président du conseil (l'avis de préemption) endéans les trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la notification du projet de transfert (First Round Pre-emption Period).

(iii) A la fin de la période First Round Pre-emption, le président du conseil, endéans le sept (7) jours calendaires, doit notifier à l'acquéreur et aux actionnaires avec droit de préemption par écrit (Result Notice) (i) le nombre total des actions de la vente qui étaient sujettes à la notification du projet de transfert et (ii) l'identité des actionnaires du First Round Pre-emption ayant soumis un avis de préemption.

(iv) Si, à la fin de la période de First Round Pre-emption, tous les actionnaires de First Round Pre-emption n'ont pas exercé leur droit de préemption en relation à la vente de toutes les actions, le cédant aura l'option de soit (i) vendre endéans une période de (30) jours calendaires de la date du Result Notice, les actions préemptées aux actionnaires ayant exercés leur droit de préemption et le solde des actions au cessionnaire soit (ii) de retirer son offre endéans la période de (30) jours calendaires de la date du Result Notice.

Dans le cas du retrait de l'offre, la procédure de préemption sera à nouveau à appliquer en cas d'un nouveau transfert. En cas de transfert d'une partie ou de toutes les actions au cessionnaire mentionnées dans la notification du projet de transfert, le cessionnaire déclare être tenu à ses engagements de manière écrite aux termes de ce contrat si les autres actionnaires le demande unanimement, où le cessionnaire deviendra partie intégrante de ce contrat.

(v) Le prix de préemption doit être payé par l'actionnaire ayant exercé son droit de préemption au plus tard (i) trente (30) jours calendaires après la date d'expiration référée au paragraphe ci-dessus sous (d) et (ii) trois (3) jours calendaires après la réception des approbations réglementaires (incluant antitrust clearances). Les titres de la vente seront remis à l'actionnaire ayant exercé son droit de préemption au moment où le prix du transfert aura été reçu par le cédant.

###### 7.5.2 Multiple Round Procedure

###### (a) First Round

(i) L'actionnaire (le cédant) souhaitant céder ses actions à un tiers (l'acquéreur) notifiera le conseil par un avis écrit (la notification du projet de transfert) préalable au transfert (i) en indiquant le nombre d'actions qu'il propose de céder (Sale shares) , (ii) en joignant une copie de l'offre de l'acquéreur, avec tout élément hors espèce. Le président du Conseil doit,



dans le trois (3) jours calendaires dès réception de la notification du projet de transfert, transmettre une copie aux actionnaires du First Round Pre-emption.

(ii) Suite à la réception de la notification du projet de transfert par de la part du président du conseil, chaque actionnaire du First Round Pre-emption, aura le droit d'acquérir au minimum le nombre d'actions vendues (Pre-emption entitlement) qui sera égale au pro-rata des actions détenues par le même actionnaire de First Round Pre-emption par rapport au nombre total d'actions de la société de la même catégorie (sans considérer les actions détenues par le cédant), par moyen d'une communication écrite au président du conseil (l'avis de préemption) endéans les trente (30) jours calendaires à compter de la réception de la notification du projet de transfert (First Round Pre-emption Period).

(iii) A la fin de la période First Round Pre-emption, le président du conseil, endéans le sept (7) jours calendaires, doit notifier à l'acquéreur et aux actionnaires avec droit de préemption par écrit (Result Notice) (i) le nombre total des actions de la vente qui étaient sujettes à la notification du projet de transfert et (ii) l'identité des actionnaires du First Round Pre-emption ayant soumis un avis de préemption.

(iv) Si à la fin de la période de First Round Pre-emption, tous les actionnaires de First Round Pre-emption ont exercé leur droit de préemption en relation à la vente de toute les actions, le prix de préemption doit être payé par le l'actionnaire de préemption correspondant au plus tard (i) endéans les trente (30) jours calendaires de l'avis de résultat ou (ii) trois (3) jours calendaires suivants la réception des approbations réglementaires (y compris les affranchissements antitrust). La qualité d'actionnaire relative à la vente des actions ne peut être transférée qu'à l'actionnaire de préemption à la réception du prix de préemption de la part du cédant.

#### (b) Second Round

(i) Si à la fin de la période de préemption du First Round, tous les actionnaires du First Round Pre-emption n'ont pas exercé leur droit de préemption en relation avec toutes les actions de la vente, le président du conseil doit, avec l'avis du résultat, notifier aux actionnaires du Second Round Preemption par avis écrit (Second Round Transfer Notice), en précisant le nombre d'actions qui n'ont pas été souscrites dans la période du First Round Preemption (Second Round Sale Shares). Suite à la réception de l'avis de transfert du Second Round, chaque actionnaire du Second Round Preemption aura le droit d'acquérir ce nombre d'actions de la vente du Second Round que soit égale au pro-rata des actions détenues par le même actionnaire de Second Round Preemption sur le nombre total d'actions de la société (sans considérer les actions détenues par le cédant et les actionnaires du First Round Preemption qui n'ont pas exercé leur droit de préemption), par moyen d'une communication écrite au président du conseil (Second Round Preemption Notice) endéans les trente (30) jours calendaires à compter de la réception de l'avis de transfert du Second Round Preemption.

(ii) A la fin de la période Second Round Preemption, le président du conseil, endéans le sept (7) jours calendaires, doit notifier à l'acquéreur et aux actionnaires par écrit (Second Round Result Notice) (i) le nombre total des actions de la vente qui étaient sujettes à l'avis de Second Round Preemption et (ii) l'identité des actionnaires du Second Round Preemption ayant soumis un avis de Second Round Preemption

(iii) Si à la fin de la période de Second Round Preemption, tous les actionnaires avec droit de préemption (soit les actionnaires de First Round Preemption que les actionnaires de Second Round Preemption) n'ont pas exercé leur droit de préemption en relation à de la vente de toutes les actions, le cédant aura l'option de (i) vendre endéans les trente (30) jours calendaires à partir du jour de l'avis de résultat, les actions de la vente souscrites et le actions de la vente du Second Round aux actionnaires correspondants et le reste à l'acquéreur ou (ii) retirer son offre endéans le trente (30) jours calendaires à compter de l'avis du résultat du Second Round. En cas d'abandon de l'offre, la procédure entière de préemption sera applicable pour un nouveau transfert.

En cas de transfert de toutes ou d'une partie des actions de la vente à l'acquéreur indiqué dans l'avis de transfert, l'acquéreur doit assumer par écrit les engagements prévus par cet accord si les actionnaires restants l'exigent à l'unanimité, devenant une partie du présent accord.

(iv) Le prix de préemption doit être payé par l'actionnaire de préemption correspondant au plus tard (i) endéans les trente (30) jours calendaires de la période d'expiration indiquée dans le paragraphe (ii) ci-dessus et (ii) trois (3) jours calendaires suivants la réception des approbations réglementaires (y compris les affranchissements antitrust). La qualité d'actionnaire relative à la vente des actions ne peut être transférée qu'à l'actionnaire de préemption à la réception du prix de préemption de la part du cédant.

#### 7.5.3 Renonciation

La procédure conformément à l'article 7.5 n'est pas applicable si tous les actionnaires donnent à l'avance leur consentement à une proposition de transfert, en renonçant à leurs droits de préemption.

#### 7.6 Tag-Along Right

7.6.1. Si les actions de la vente conformément à l'article 7.5 susmentionné représentent 30% ou plus des actions existantes à vendre à un ou plusieurs acquéreurs (Tag Along Purchaser), alors l'actionnaire cédant devra préalablement envoyer un avis écrit (Tag Along Notice) à tous les actionnaires restants précisant (i) le nombre d'actions et des prêts que l'acheteur Tag Along a proposé d'acquérir, (ii) l'identité de l'acheteur Tag Along avec les derniers bilans révisés et non révisés de l'acheteur Tag Along et ses bénéficiaires économiques, et (iii) une offre de l'acheteur Tag Along pour acheter toutes les actions et les prêts détenus par les actionnaires restants au même prix et aux mêmes conditions que le Tag Along a proposé pour l'achat des actions de la vente. Un contrat pour établir les termes (y compris le prix d'achat) sur lesquelles l'actionnaire cédant propose de vendre les actions doit être joint à l'avis Tag Along.

7.6.2. Les actionnaires restants auront le droit exercable par un avis écrit endéans les trente (30) jours après la réception de l'avis Tag Along, de vendre toutes les actions et les prêts à (aux) l'acheteur(s) Tag Along;

7.6.3. Si des actionnaires restants exercent leurs droit Tag Along dans une cession conformément à l'article 7.6. il, si requis par l'actionnaire cédant, exécutera et délivrera tous les documents nécessaire afin de sécuriser la vente et le transfert des actions à (aux) acheteur(s) Tag Along selon les conditions stipulées dans l'avis Tag Along.

#### 7.7 Drag-Along Right

7.7.1. Si les actions de la vente conformément à l'article 7.5 ci-dessus, représentent 51% ou plus des actions existantes à vendre à un ou plusieurs acheteurs pas liés (Drag Along Purchaser), alors l'actionnaire cédant devra préalablement donner un avis écrit (Drag Along Notice) à tous les actionnaires restants précisant (i) le nombre d'actions et des prêts que l'acheteur Drag Along a proposé d'acquérir, (ii) l'identité de l'acheteur Drag Along avec les derniers bilans révisés et non révisés de l'acheteur Drag Along et ses bénéficiaires économiques, et (iii) une offre de l'acheteur Drag Along d'acheter toutes les actions et les prêts détenus par les actionnaires restants au même prix et aux mêmes conditions que pour le(s) acheteur(s) Drag Along a proposé pour l'acquisition des actions. Un contrat pour établir les termes (y compris le prix d'achat) sur lesquelles l'actionnaire cédant propose de vendre les actions doit être joint à l'avis Drag Along. Le prix minimum ne peut être en dessous de la valeur nominale des actions.

7.7.2 Les actionnaires restants s'engagent à vendre toutes leurs actions et prêts à l'acheteur Drag Along (sans se conformer à l'article 7.5 ci-dessus) et autorisent les actionnaires cédants endéans les trente (30) jours après réception de l'avis Drag Along, conformément à l'article 7.7.1.

7.7.3. Si des actionnaires cédants exercent leurs droit Drag Along dans une cession conformément à l'article 7.7. les actionnaires restants, si requis par l'actionnaire cédant, exécuteront et délivreront tous les documents nécessaire afin de sécuriser la vente et le transfert des actions à (aux) acheteur(s) Drag Along selon les conditions stipulées dans l'avis Drag Along.

#### 7.8 Transfert des actions

En cas de transfert d'une partie ou de l'entièreté des actions détenues par un actionnaire à une société liée de l'actionnaire cédant, et/ou en cas de décès ou divorce, le cédant:

(a) garantit que l'acquéreur assume tous les droits et les obligations du cédant selon le présent accord;

(b) s'engage de réacquérir les actions concernées au cas ou l'acquéreur cesse d'être une société ou une personne liée du cédant,

(c) autorise la cession d'actions en cas de divorce ou de mort à l'ex partenaire (ou ex-femme) ou aux héritiers. Un addendum au dernier pacte d'actionnaire en vigueur sera soumis aux nouvelles parties pour signature et approbation. Tous les documents relatifs au divorce ou au décès doivent être remis au conseil d'administration dans les trois mois du décès et/ou du jugement du divorce.

### III. Gestion - Conseil d'administration - Représentation

#### Art. 8. Composition du conseil d'administration.

8.1 Le Conseil d'Administration sera composé de cinq (5) administrateurs dont trois (3) seront nommés parmi les candidats proposés par les Fondateurs et deux (2) seront nommés parmi les candidats proposés par les Actionnaires Investisseurs Privés.

8.2. L'Assemblée Générale nomme le(s) Administrateur(s) et fixe leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans, ceux-ci étant rééligibles.

8.3 La durée du mandat de chaque Administrateur sera en principe fixée de façon à être équivalente à celle du mandat des autres Administrateurs.

8.4 Les Administrateurs peuvent démissionner en envoyant une notification écrite au Conseil. Les Administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans motif) par une résolution de l'Assemblée Générale.

8.5 Si le mandat d'un Administrateur nommé conformément à l'article 8.1. prend fin pour quelque motif que ce soit, cet Administrateur sera remplacé par un Administrateur choisi parmi les candidats proposés par les Actionnaires de cette classe particulière.

8.6 Si une personne morale est désignée comme Administrateur, elle doit nommer un représentant permanent pour la représenter dans ses fonctions d'Administrateur. Le représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son propre nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité non solidaire de l'entité légale qu'il représente.

8.7 Si le mandat d'un Administrateur devient vacant, les autres administrateurs peuvent occuper le poste vacant de façon provisoire jusqu'à ce qu'une nomination définitive soit effectuée au cours de la prochaine Assemblée Générale, conformément à l'article 8.4 ci-dessus.

#### Art. 9. Président du Conseil.

9.1 Le Conseil sera présidé à tout moment par un président (le Président), qui devra être l'un des Administrateurs.

9.2 Le Président du Conseil sera nommé par le Conseil parmi les administrateurs proposés par les Fondateurs. Le Président du Conseil n'a pas de voix prépondérante en cas d'égalité.



#### **Art. 10. Pouvoirs du Conseil.**

10.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux Actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

10.2 Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs personnes pour des tâches spécifiques.

#### **Art. 11. Délégation de pouvoirs par le Conseil.**

11.1 Le Conseil est autorisé à déléguer la gestion journalière ainsi que le pouvoir de représenter la Société à cet égard, à un ou plusieurs directeurs-généraux (DG) dont le Conseil déterminera les pouvoirs, la rémunération, le titre et les restrictions de représentation, et qui ne sera pas un membre du Conseil.

11.2 Un DG peut démissionner de sa fonction ou il peut être révoqué à tout moment (avec ou sans motif) par le Conseil.

#### **Art. 12. Participation aux réunions du Conseil.**

12.1 Un Administrateur peut donner une procuration écrite à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

12.2 Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par tous les Administrateurs présents ou représentés à la réunion.

12.3 Tout Administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler mutuellement. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion dûment convoquée et tenue.

12.4 Des décisions circulaires signées par tous les Administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature recueillie sur le procès-verbal.

12.5 Tout Administrateur susceptible d'avoir un conflit d'intérêt avec la Société dans une opération n'étant pas effectuée dans des conditions normales et selon la pratique ordinaire des affaires doit alors avertir le Conseil et faire en sorte que l'enregistrement de sa déclaration soit mentionné dans le procès-verbal de la réunion. Un rapport spécial concernant les dites opérations est soumis aux Actionnaires avant tout vote, à la prochaine Assemblée Générale.

#### **Art. 13. Majorités requises du Conseil.**

13.1 Les décisions du Conseil sont adoptées à la majorité simple des Administrateurs présents ou représentés à la réunion du Conseil ou si adopté par vote unanime par tous les Administrateurs dans le cas de l'adoption d'une décision circulaire, sauf disposition prévue à l'article 13.2 et 13.3. ci-dessous.

13.2 Les décisions suivantes seront valablement prises si elles sont approuvées par la majorité des administrateurs nommés sur proposition des Fondateurs, si la matière est de la compétence du conseil d'administration:

- (a) nomination, démission et rémunération de l'Exécutif Management de la Société et de toutes ses filiales;
- (b) tout changement significatif dans la nature des activités de la Société et de ses filiales;
- (c) tout changement matériel dans le plan financier, commercial et de stratégie de la Société et de ses filiales;
- (d) toute proposition d'augmentation, d'alternative ou réduction du capital social de la Société;
- (e) toute proposition d'augmentation, d'alternative ou réduction du capital social des filiales;
- (f) tout changement dans le passif de la Société pour un montant cumulé de plus de EUR 50.000;
- (g) conclusion de tout emprunt pour une opération d'un montant de plus de EUR 50.000;
- (h) acquisition ou vente de tout ou une partie substantielle des affaires de la Société et de ses filiales;
- (i) toute acquisition ou vente de sociétés;
- (j) toute décision relatif à une offre d'achat des actions de la société (offre primaire ou secondaire);
- (k) approbation du budget consolidé de la Société ainsi que de tout changement y afférent;
- (k) toute augmentation, alternative ou réduction du capital social des sociétés affiliées de la Société;
- (l) toute proposition relatif à la distribution sur les comptes "profit" et pertes de la société;
- (m) changement de la dénomination sociale de la société ou structure de la société.

13.3 Si pour une résolution particulière un Administrateur est confronté à un conflit d'intérêts, il devra en informer le Conseil et ce conflit d'intérêts figurera dans le procès-verbal du Conseil. Le conflit d'intérêts sera stipulé et déclaré à la prochaine assemblée générale des Actionnaires.

#### **Art. 14. Représentation de la Société.**

14.1 La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, qui incluent au moins un administrateur nommé par les Fondateurs, ou pour des affaires de gestion journalière ne dépassant pas une valeur de EUR 35.000,- par transaction par la signature individuelle du DG. En représentant la Société,

les Administrateurs et les DG devront adhérer à toutes les restrictions prévues par les règles internes et de gouvernance qui peuvent être décidées.

14.2 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de toute personne à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués conformément à l'article 11.1 ci-dessus.

#### **Art. 15. Responsabilité des Administrateurs.**

15.1 Sauf en cas de dol, les Administrateurs ne peuvent pas, en raison de leur fonction, être déclarés personnellement responsables pour les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

### **IV. Actionnaires**

#### **Art. 16. Assemblée Générale des Actionnaires.**

16.1 Les résolutions des Actionnaires sont adoptées lors des Assemblées Générales. L'Assemblée Générale est investie des pouvoirs les plus étendus afin d'adopter et de ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

16.2 L'Assemblée Générale est tenue à l'adresse du siège social ou à tout autre endroit se situant dans la commune du siège social, comme indiqué dans l'avis de convocation, le premier samedi du mois de juin de chaque année à 10h00. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'Assemblée Générale Annuelle sera tenue le jour ouvrable suivant. L'Assemblée Générale annuelle peut être tenue à l'étranger si, selon le jugement décisif et absolu du Conseil, des circonstances exceptionnelles l'exigent.

16.3. D'autres Assemblées Générales peuvent se tenir au lieu et heure indiqués dans les convocations.

16.4. Chaque action donne droit à un (1) vote.

#### **Art. 17. Convocations aux Assemblées Générales.**

17.1 L'Assemblée Générale annuelle sera convoquée par le Président conformément à l'article 16 ci-dessus.

17.2 Toute assemblée générale extraordinaire sera convoquée et l'ordre du jour sera défini par le Président, par le Conseil ou par des Actionnaires représentant au moins 10% du capital social souscrit intégralement demandant cette réunion conformément à la Loi.

17.3 Les Actionnaires représentant au moins 10% du capital social intégralement souscrit peuvent demander que des nouveaux points soient portés à l'ordre du jour de la réunion, au moins cinq jours avant la réunion.

17.4 Une convocation écrite stipulant le lieu, l'heure et l'ordre du jour de toute Assemblée Générale est donnée à tous les Actionnaires au moins deux semaines avant la date de l'Assemblée Générale, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion. Le délai de convocation est considéré comme courant à la date d'envoi de la convocation. Une notification écrite de tous les points ajoutés à l'ordre du jour sera donnée à tous les Actionnaires dans les plus brefs délais.

17.5 Les Assemblées Générales se tiendront au lieu et heure indiqués dans les convocations.

17.6 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

17.7 Un Actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne, Actionnaire ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

#### **Art. 18. Participation et procédures de vote.**

18.1 Chaque Actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler mutuellement. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à ladite réunion.

18.2 La Société peut décider de permettre à chaque Actionnaire de voter par le biais de bulletins de vote fournis par la Société. Les bulletins de vote renseignent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, le texte des résolutions proposées ainsi que trois cases permettant de voter pour, contre ou de s'abstenir pour chaque résolution. Les bulletins de vote doivent être renvoyés par les Actionnaires au siège social avant l'Assemblée Générale. Les bulletins de vote qui n'indiquent ni un vote (pour ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

18.3 Un procès-verbal, signé par tous les Actionnaires présents ou représentés dès que possible, comprenant une liste de présence, sera rédigé pour chaque Assemblée Générale.

#### **Art. 19. Quorum et Majorité.**

19.1 L'Assemblée Générale peut valablement prendre des décisions par simple majorité des actionnaires présents ou représentés, à moins que les statuts stipulent de manière différente et seulement si l'ordre du jour indique les résolutions proposées, et le cas échéant, le texte des modifications statutaires. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée.

19.2 Les décisions suivantes peuvent être adoptées si elles sont approuvées par la majorité des administrateurs nommés sur proposition des Fondateurs, si l'affaire est de la compétence de l'assemblée générale:

(a) nomination, démission et rémunération de l'Exécutif Management de la Société et de toutes ses filiales;

- (b) tout changement significatif dans la nature des activités de la Société et de ses filiales;
- (c) tout changement matériel dans le plan financier, commercial et de stratégie de la Société et de ses filiales;
- (d) toute proposition d'augmentation, d'alternative ou réduction du capital social de la Société;
- (e) toute proposition d'augmentation, d'alternative ou réduction du capital social des filiales;
- (f) tout changement dans le passif de la Société pour un montant cumulé de plus de EUR 50.000;
- (g) conclusion de tout emprunt pour une opération d'un montant de plus de EUR 50.000;
- (h) acquisition ou vente de tout ou une partie substantielle des affaires de la Société et de ses filiales;
- (i) toute acquisition ou vente de sociétés;
- (j) toute décision relatif à une offre d'achat des actions de la société (offre primaire ou secondaire);
- (k) approbation du budget consolidé de la Société ainsi que de tout changement y afférent;
- (k) toute augmentation, alternative ou réduction du capital social des sociétés affiliées de la Société;
- (l) toute proposition relatif à la distribution sur les comptes "profit" et pertes de la société;
- (m) changement de la dénomination sociale de la société ou structure de la société.

19.2 Les convocations précisent l'ordre du jour de l'Assemblée Générale et indiquent la date et les conclusions de la précédente Assemblée Générale. La deuxième Assemblée Générale prend les résolutions à l'unanimité.

19.3 Si une résolution n'est pas adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Générale, une période de réflexion de dix jours ouvrables sera respectée. Le Président devra à la requête d'un ou de plusieurs Actionnaires convoquer une deuxième Assemblée Générale après la période de réflexion.

## V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

### Art. 20. Exercice social et approbation des comptes annuels.

20.1 L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

20.2 Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de résultats, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société.

20.3 Un mois avant l'Assemblée Générale, le Conseil fournira des pièces justificatives et un rapport concernant les opérations de la Société aux commissaires aux comptes, qui préparent dès lors, un rapport exposant leurs propositions.

### Art. 21. Commissaires aux comptes/Réviseurs d'entreprises.

21.1 Si prescrite par la loi, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprise.

21.2 L'Assemblée Générale nomme les réviseurs d'entreprises et fixe leur nombre, rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser deux (2) ans. Les commissaires aux comptes/réviseurs d'entreprises sont rééligibles.

### Art. 22. Affectation des bénéfices.

22.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve légale. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

22.2 L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut affecter ce bénéfice au paiement d'un dividende à un compte de réserve ou le reporter et tout ceci en concordance avec le pacte d'actionnaire existant entre les actionnaires.

22.3 Des acomptes sur dividende peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (a) des comptes intermédiaires sont établis par le Conseil;
- (b) ces comptes intermédiaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;
- (c) la décision de distribuer des acomptes sur dividende est prise par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes; et
- (d) dans leur rapport au Conseil, le cas échéant, les commissaires aux comptes ou les réviseurs d'entreprises doivent vérifier si les conditions ci-dessus ont été respectées.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 23. Dissolution.

23.1. La Société peut être dissoute à tout moment, sur décision de l'Assemblée Générale adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, Actionnaires ou non, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

23.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux Actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

## VII. Dispositions générales

### Art. 24. Dispositions générales.

24.1. Les convocations et communications, et respectivement les renonciations à celles-ci, et les décisions circulaires sont établies par écrit, fax, ou courrier électronique.

24.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un Administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

24.3 Les signatures peuvent être faites sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et même document.

24.4. Tous les points non expressément prévus par les Statuts doivent être déterminés en accord avec la Loi, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, avec tout accord conclu de temps à autre entre les Actionnaires.»

### *Evaluation des frais*

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, à environ EUR 2.200.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: O. DE RIEMAECKER, F. DEWINNE, F. ROB, H. DESENFANT, C. VENET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 2 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10344. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur* (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Référence de publication: 2015055697/970.

(150063540) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

### **MBH Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 196.078.

### — STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the thirty-first day of March.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Scozia Joint Venture S.à r.l., a company incorporated under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, in process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies,

here represented by Mrs Annick Braquet, employee, residing professionally at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The beforesaid proxy, being initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following by-laws of a "société à responsabilité limitée" which it declares to incorporate as follows:

### **Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended.

At any moment, a sole shareholder may join with one or more joint shareholders and, in the same way, the following shareholders may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole shareholder, he exercises the powers devolved to the General Meeting of shareholders.

**Art. 2.** The Company's name is "MBH Investment S.à r.l."

**Art. 3.** The Company's purpose is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same; to enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions, and to grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company associated in any way with the Company, or the said holding company, subsidiary or fellow subsidiary, in which the Company has a direct or indirect financial interest, any assistance, loans, advances or guarantees; to borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed; finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

**Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

**Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

### Capital - Shares

**Art. 8.** The Company's capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares of EUR 1 (one euro) each.

**Art. 9.** Each share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

**Art. 10.** The shares are freely transferable among the shareholders.

Subject to any arrangements entered into from time to time by and between the Company and the shareholders, shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

### Management

**Art. 11.** The Company will at all times be managed by at least four (4) managers, appointed by the shareholders with or without limitation of their period of office. The managers will constitute a board of managers which will be constituted by at least two (2) managers of category A (the "A Managers") and by at least two (2) managers of category B (the "B Managers"). The B Managers will at all times be resident and domiciled in Luxembourg. The A Managers and the B Managers are collectively referred to herein as "Managers". The Managers need not to be shareholders. The Managers may be removed at any time, with or without cause, without indemnity, by a resolution of shareholders holding a majority of votes

In dealing with third parties the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

Subject to any arrangements entered into from time to time by and between the Company and the shareholders, all powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound towards third parties in all matters (i) by the joint signatures of any two Managers or (ii), in the case of a Sole Manager, by the sole signature of the Sole Manager. However, if the Shareholder(s) have qualified the Managers as A Managers or B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one A Manager and one B Manager.

In respect of the daily management, the Company shall be bound by the sole signature of the person appointed to that effect.

The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or by the sole signature of the person to whom specific signatory power is granted by the Board, but only within the limits of such power

The board of managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

All board of managers meetings will take place in Luxembourg and be chaired by a board member physically present in Luxembourg at the time of the board meeting.

The board of managers meetings will be validly held provided that at least one A Manager and one B Manager is present or represented.

Any A Manager may act at any meeting of the Board by appointing in writing another A Manager or an ad hoc agent as his proxy and any B Manager may act at any meeting of the Board by appointing in writing another B Manager or an ad hoc agent as his proxy provided always that such ad hoc agent or proxy representing a B Manager shall be resident and domiciled in Luxembourg.

Subject to any arrangements entered into from time to time by and between the Company and the shareholders which require decisions to be referred to or reserved for shareholders, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented, including an affirmative vote from at least one A Manager and one B Manager. In addition, in the event of a deadlock, the Chairman of any board of managers meeting will have a casting vote provided that, no board resolution will be validly passed without the affirmative vote of at least one A Manager and one B Manager.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the board of managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the board of managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

**Art. 12.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

**Art. 13.** Managers decisions shall be taken at a meeting of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex or by appointing another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting, provided that no such resolution shall be valid if passed or deemed to have been passed otherwise than in Luxembourg.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

### Shareholders decisions

**Art. 14.** Shareholders decisions shall be taken at shareholders' meetings.

However, the holding of a meeting is not compulsory as long as the number of shareholders for the time being is less than twenty-five (25).

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier.

**Art. 15.** Resolutions are validly adopted when passed by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the shareholders shall be immediately requested by registered letters to convene a second meeting.

At this second meeting, decisions will be by the majority of voting shareholders whatever majority of capital be represented.



However, at all times decisions concerning an amendment of the Articles must be passed by a majority vote of shareholders representing three quarters of the capital and any decisions which are expressly governed by any separate arrangements entered into from time to time by and between the Company and the shareholders shall be taken in accordance with such arrangements.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of Section XII of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

#### **Financial year - Balance sheet**

**Art. 16.** The Company's financial year begins on January 1<sup>st</sup> and closes on December 31<sup>st</sup> of each year.

**Art. 17.** Each year, as of the 31<sup>st</sup> of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) and shareholders toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five per cent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance shall be at the disposal of the shareholders and shall be distributed in accordance with any arrangements entered into from time to time by and between the Company and the shareholders.

However, the shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Subject to any arrangements entered into from time to time by and between the Company and the shareholders, the sole shareholder or the shareholder's meeting may decide to pay interim dividends on the basis of the interim accounts prepared by the Board of Managers showing sufficient funds available for distribution provided that:

(i) the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the last financial year increased by profits carried forward and distributable reserves and decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or by these Articles;

(ii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts; and

(iii) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

#### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 20.** The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, subject to any arrangements entered into from time to time by and between the Company and the shareholders, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

#### **Applicable law**

**Art. 21.** The laws here above mentioned in article 1<sup>st</sup> shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

#### *Transitory measures*

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on December 31<sup>st</sup>, 2015.

#### *Subscription - Payment*

All the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed as follows:

- Scozia Joint Venture S.à r.l., prenamed, 12,500 shares

All these shares have been fully paid up in cash, therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

#### *Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,300.-

#### *General meeting*

Immediately after the incorporation of the Company, the abovenamed person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined duration:

- Mr Luca SEVERO, born on May 4<sup>th</sup>, 1979 in Desio (Italy), residing at Flat 6, Shorrolds Road, London Sw67TR, United Kingdom, A Manager;

- Mr Patrick Joseph HALLORAN, born on January 13<sup>th</sup>, 1960 in Minnesota (USA), residing at 1595 Bohns Point Road, Wayzata, MN 55391 (USA), A Manager;

- Mr Bruno BAGNOULS, born on May 9<sup>th</sup>, 1971 in Nancy (France), with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, B Manager; and

- Mr Jean-Philippe FIORUCCI, born on June 8<sup>th</sup>, 1972 in Villerupt (France), with professional address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, B Manager.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Luxembourg, Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

#### **Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze, le trente-et-un mars.

Par devant Nous, Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Scozia Joint Venture S.à r.l., une société de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 5 rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en cours d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant professionnellement à 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

#### **Dénomination - Siège - Objet - Durée.**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée, régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

A tout moment, un associé unique peut s'associer à un ou plusieurs partenaires et, de la même manière, les associés ultérieurs peuvent prendre toutes mesures appropriées pour restaurer le caractère unipersonnel de la société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera "MBH Investment S.à r.l."

**Art. 3.** L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant; de prendre part, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres, et d'octroyer à toute société holding, filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites holdings, filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect, tous concours, prêts, avances ou

garanties; d'emprunter et de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée; enfin de mener à bien toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les activités prédécrites aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts.

Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par la gérance.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

### Capital - Parts sociales

**Art. 8.** Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de EUR 1 (un euro) chacune.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Sauf d'éventuels accords conclus entre la Société et les associés, aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

### Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée en permanence par au moins quatre (4) gérant, nommés par les associés avec ou sans limitation de durée de mandat, qui constituent un conseil de gérance qui sera constitué par au moins deux (2) gérants de catégorie A (les "Gérants A") et par au moins deux (2) gérants de catégorie B (les "Gérants B"). Les Gérants B seront toujours résidents et domiciliés à Luxembourg. Les gérants A et B sont collectivement définis comme "les Gérants". Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par l'associé unique, ou le cas échéant, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le conseil de gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Sauf d'éventuels accords conclus entre la Société et les associés, tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée envers les tiers en toute circonstances par (i) la signature conjointe de 2 gérants ou (ii), en cas de gérant unique par sa seule signature. Cependant, si les associés ont définis des classes de gérants A et B, la Société sera seulement engagée envers les tiers par la signature conjointe d'un Gérant A et d'un Gérant B.

Dans le cadre de sa gestion quotidienne, la Société sera engagée par la seule signature de la personne nommée à cet effet.

La société sera également engagée par la signature conjointe de toute personne(s) ou par la signature individuelle d'une personne à qui un pouvoir spécifique aura été accordé par le conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront à Luxembourg et seront présidées par un gérant physiquement présent à Luxembourg au moment de la réunion.

Le conseil de gérance sera valablement constitué si au moins un Gérant A et un Gérant B sont présent ou représentés.

Chaque gérant A pourra se faire représenter par écrit en nommant un Gérant A comme son représentant ad hoc et chaque Gérant B pourra se faire représenter par écrit en nommant un Gérant B comme son représentant ad hoc, si tant est que ce représentant ad hoc devra être résidents et domiciliés à Luxembourg.

Sauf d'éventuels accords conclus entre la Société et les associés qui demanderait à ce que la décision soit présentée à l'approbation des associés ou soit prise par ces derniers, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés, y compris un vote favorable d'un Gérant A et d'un Gérant B au moins. De plus, en cas de blocage, le Président dudit conseil de gérance aura une voix prépondérante si tant est qu'aucune résolution ne sera approuvée sans le vote favorable d'un Gérant A et d'un Gérant B.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via téléphone ou la vidéo.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance par télécopie, câble, télégramme ou télex ou en nommant un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance, si tant est que cette résolution ne sera valide que si elle a été prise à Luxembourg.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est pour l'instant inférieur à vingt-cinq (25).

Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées et émettra son vote par écrit, transmis par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social et toutes décisions régies par des accords séparés conclus entre les associés et la Société seront prises selon les règles définies par lesdits accords.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant un résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est à la disposition des associés et pourra être distribué sur base d'accords conclus entre la Société et les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Sous réserve de tout accord conclu de temps à autre par et entre la Société et les Associés, l'associé unique ou l'assemblée générale des Associés peut décider de payer des dividendes intérimaires sur base des comptes intérimaires établis par le Conseil de Gérance attestant de fonds disponibles suffisant aux fins de distributions, aux conditions suivantes:

(i) le montant à distribuer ne peut excéder le montant des profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des profits reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter aux réserves telles que prescrites par la Loi ou par les présents Statuts;

(ii) le Conseil doit prendre la décision de distribuer des dividendes intérimaires dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iii) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les profits distribuables à la fin de l'exercice social, les Associés doivent reverser l'excès à la Société.

#### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société pourront être attribués aux associés, sur base d'éventuels accords conclus entre la Société et les associés, au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

#### **Loi applicable**

**Art. 21.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

#### *Disposition transitoire*

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

#### *Souscription - Libération*

Les 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont été souscrites comme suit:

Scozia Joint Venture S.à r.l., prénommé 12.500 parts sociales

Toutes les parts ont été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de EUR 12.500 (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ EUR 1.300.-

#### *Assemblée générale*

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Luca SEVERO, né à Desio (Italie) le 4 mai 1979, avec demeurant à Appartement 6, Shorrolds Road, SW67TR Londres, Royaume-Uni, gérant de classe A;

- Monsieur Patrick Joseph HALLORAN, né le 13 janvier 1960 à Minnesota (USA), demeurant à 1595 Bohns Point Road, Wayzata MN 55391 (USA), gérant de classe A;

- Monsieur Bruno BAGNOULS, né le 9 mai 1971 à Nancy (France), avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, gérant de classe B; et

- Monsieur Jean-Philippe FIORUCCI, né le 8 juin 1972 à Villerupt (France), avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, gérant de classe B.

2) Le siège social de la Société est établi au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent qu'à la requête de la personne comparante les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous notaire la présente minute.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 3 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/10565. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur* (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 avril 2015.

Référence de publication: 2015055852/415.

(150063862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---

**Dirofin, Société Anonyme.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 159.949.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015054238/9.

(150062439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2015.

---

**Anglo Peru Investments, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.

R.C.S. Luxembourg B 163.966.

Le bilan consolidé de la société Anglo American plc au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2015.

Référence de publication: 2015054653/11.

(150063211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 avril 2015.

---

**Bureau d'Etude de Systèmes de Sécurité Electroniques-Recherche et Développement, Société Anonyme.**

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 44, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 103.161.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Spéciale du 9 avril 2015*

L'assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- L'assemblée accepte à l'unanimité avec effet au 9 avril 2015, la démission de: Monsieur Frank BREUGELMANS du poste d'administrateur.

- L'assemblée nomme en qualité d'administrateur, avec effet au 9 avril 2015, la sprl FBR INTERNATIONAL MANAGEMENT & SERVICES, inscrite à la BCE sous le numéro 0599.827.808, dont le siège social est sis à B-3110 ROTSELAAR, Zonnedaauwstraat 10 représentée par son représentant permanent Monsieur Frank BREUGELMANS, né à Diest (B) le 09.07.1959, domicilié à B-3110 ROTSELAAR, Zonnedaauwstraat 10.

Le mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale de l'an 2017.

P. LECUYER / J. HOERMANN.

Référence de publication: 2015055643/17.

(150063849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 avril 2015.

---